
Note de synthèse d'évaluations sur le ciblage dans les projets appuyés par le FIDA

Cote du document: EB 2022/137/R.10

Point de l'ordre du jour: 5 a)

Date: 4 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: Politique révisée de l'évaluation au FIDA (2021) ([EB 2021/132/R.5/Rev.1](#)), Stratégie d'évaluation pluriannuelle du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA ([EB 2021/134/R.36](#)).

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner la note de synthèse d'évaluations sur le ciblage dans les projets appuyés par le FIDA

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
courriel: i.naidoo@ifad.org

Jeanette Cooke

Analyste chargée de l'évaluation
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
courriel: j.cooke@ifad.org

Pour plus d'informations sur le ciblage, veuillez consulter les documents suivants: [Politique du FIDA concernant le ciblage \(2008\)](#) et [Directives opérationnelles révisées relatives au ciblage \(2019\)](#).

Table des matières

Remerciements	ii
Résumé	iii
Appendice	1

Remerciements

La présente note de synthèse d'évaluations a été élaborée par Jeanette Cooke, analyste chargée de l'évaluation au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), et Dee Jupp, consultante principale. Elle comprend des recherches et analyses qualitatives menées par Ratih Dewi, analyste de recherche consultante. Elle a aussi bénéficié, à un stade précoce, d'une étude bibliographique de Tauhidur Rahman, professeur à l'Université d'Arizona (États-Unis d'Amérique), sur le ciblage des personnes pauvres et extrêmement pauvres (2022). Federica Raimondo, adjointe à l'évaluation à IOE, et Christiane Kuhn, auxiliaire à l'évaluation, ont apporté un appui administratif et logistique précieux à tous les stades des travaux d'évaluation. L'élaboration de la synthèse et la rédaction de la note ont par ailleurs bénéficié de la supervision, du savoir-faire et de l'examen par les pairs de Fabrizio Felloni, Directeur adjoint d'IOE; Johanna Pennarz, Responsable supérieure de l'évaluation; et Monica Lomena-Gelis, Responsable principale de l'évaluation.

La synthèse s'est appuyée sur des échanges avec des membres du personnel et consultants du FIDA ayant participé au séminaire sur l'étude bibliographique précitée, des entretiens avec des informateurs clés et un atelier de présentation des premières constatations. Nous tenons à remercier nos collègues du Département de la gestion des programmes et du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA avec qui nous avons eu des échanges constructifs tout au long des travaux, en particulier l'équipe chargée des questions de genre et de l'inclusion sociale. La version finale de la note de synthèse tient compte des observations constructives de la direction du FIDA.

Résumé

Introduction

1. **Contexte et justification.** La Politique du FIDA concernant de ciblage, établie en 2008, a mis en place un cadre pour investir dans les populations rurales et leurs moyens d'existence liés à l'agriculture dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement économique. En 2015, les Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, visant à « ne laisser personne de côté ». Dans ce contexte, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a rédigé un document de travail sur le ciblage qui a contribué à la préparation des directives opérationnelles révisées du FIDA relatives au ciblage (2019). La présente note de synthèse d'évaluations propose une analyse indépendante rapide des performances récentes en matière de ciblage qui vient à point nommé pour contribuer à l'examen interne de 2022 du FIDA consacré au ciblage dans la perspective de l'actualisation de la politique de ciblage du Fonds.
2. **Terminologie et documentation.** La Politique du FIDA concernant le ciblage donne une définition de ce concept; elle précise aussi les principes de ciblage et le groupe cible du Fonds. Les principes et le groupe cible ont ensuite été actualisés dans les directives opérationnelles de 2019. Dans la politique de 2008, il est précisé que le FIDA a pour groupe cible les ruraux qui vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire et qui peuvent tirer parti des possibilités qui s'offrent à eux. Les directives opérationnelles de 2019 relatives au ciblage définissent le groupe cible comme les populations rurales qui sont pauvres et vulnérables et qui sont potentiellement capables de tirer parti d'un accès amélioré aux actifs et de l'ouverture de nouvelles perspectives pour développer la production agricole et des activités rurales rémunératrices. Dans ces deux documents, la définition du groupe cible inclut aussi les groupes marginalisés et défavorisés, mais diffère en ce qui concerne leurs liens avec la sécurité alimentaire, les groupes les plus pauvres et la vulnérabilité. La mention explicite des jeunes hommes, des jeunes femmes et des personnes handicapées en tant que groupes cibles a été ajoutée dans les directives opérationnelles de 2019.
3. **Objectifs et périmètre.** Le principal objectif de la présente note de synthèse d'évaluations sur le ciblage dans les projets appuyés par le FIDA est de fournir des éléments d'évaluation pour guider l'actualisation de la Politique du FIDA concernant le ciblage, prévue en 2022. En particulier, la note de synthèse d'évaluations:
 - i) regroupe les éléments factuels issus des évaluations concernant les accomplissements et les défis en matière de ciblage dans les opérations du FIDA depuis 2018, en s'appuyant sur le document de travail d'IOE sur le ciblage présenté dans l'édition 2018 du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA;
 - ii) examine les principaux changements apportés à l'élaboration des stratégies de ciblage dans les projets du FIDA conçus (et approuvés en 2021) depuis l'adoption des directives opérationnelles de 2019.
4. **Méthode.** La méthode suivie pour effectuer cette synthèse a reposé sur: i) une étude bibliographique des travaux antérieurs sur le sujet, ainsi qu'un séminaire; ii) l'élaboration d'une théorie du changement pour formuler des questions, analyser les projets et présenter des constatations; iii) l'examen rapide d'évaluations externes sur le ciblage; iv) un cadre d'échantillonnage qui a recensé 23 études de cas relatives à des évaluations de la performance des projets (10), des évaluations de l'impact (3) et des rapports de conception de projets (10); v) l'analyse des éléments factuels issus des évaluations et des rapports de conception de projets; vi) des entretiens avec des informateurs clés, à savoir des membres du personnel et des consultants du FIDA; vii) un atelier destiné à présenter à la direction du FIDA, en avril 2022, les premières constatations et à en débattre.

Principales constatations

Constatations de l'étude bibliographique et des évaluations externes sur le ciblage

5. L'étude bibliographique sur le ciblage (Rahman, 2022) commandée par IOE et la note de synthèse d'évaluations complémentaire qui a porté sur des évaluations relatives au ciblage dans d'autres organismes de développement ont montré que les données factuelles sur ce qui fonctionne, pour qui, où et quand sont rares. Les quelques évaluations existantes portent majoritairement sur la protection sociale et non sur les programmes de développement. D'une manière générale, ces derniers postulent que le ciblage géographique et le ciblage direct (catégoriel) fonctionnent bien lorsque l'approche et les groupes cibles sont définis de façon étroite et transparente et que des mesures sont mises en place pour limiter le détournement des ressources vers les personnes qui ne sont pas pauvres. Pourtant, l'efficacité de l'association de différentes approches de ciblage (comme le ciblage géographique et le ciblage direct) n'a pas été clairement démontrée. Ce qui est clair, en revanche, c'est que les décisions en matière de ciblage impliquent des arbitrages entre l'impact et l'équité (lutte contre la pauvreté).

Pertinence des principes et des orientations en matière de ciblage

6. **Principes et orientations en matière de ciblage.** L'avantage comparatif du FIDA réside dans son action ciblant les populations rurales pauvres, qui le distingue des autres institutions de financement. Les États et autres partenaires de développement se font l'écho de cet atout et demandent au FIDA d'intervenir dans des lieux caractérisés par la pauvreté, l'isolement et la fragilité. Par exemple, le Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage axé sur les résultats (Sénégal), conçu à l'initiative de la Banque mondiale et cofinancé par le FIDA, prévoyait explicitement, dès sa conception, que la participation du FIDA conduise à mettre en place une stratégie de ciblage favorisant davantage l'inclusion des populations rurales pauvres.
7. Certains États ont indiqué vouloir contracter des prêts uniquement pour financer le développement des infrastructures, mais les entretiens et les rapports de conception de projet montrent que ce type de financement n'est pas forcément incompatible avec la priorité accordée par le FIDA à la lutte contre la pauvreté lorsqu'il apporte une valeur ajoutée. Dans le Projet de transformation pour une agriculture climato-compatible dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh (Viet Nam), le FIDA finance exclusivement des investissements dans les infrastructures, mais le rapport de conception du projet indique qu'il exerce néanmoins une forte influence sur le ciblage de l'ensemble du projet en faveur de la lutte contre la pauvreté et qu'il est prévu de mesurer les effets directs ventilés.
8. Les principes de ciblage établis par le FIDA dans ses directives opérationnelles de 2019 concordent mieux avec le Programme 2030 et l'engagement à ne laisser personne de côté. Toutefois, des membres du personnel et des consultants n'ont pas suivi les indications données dans les nombreux nouveaux documents sur le ciblage, élaborés depuis la politique de 2008, ce qui a entraîné des interprétations erronées et des idées reçues concernant les principaux termes et les principales approches en la matière. En particulier, le sentiment que le ciblage doit différer en fonction des situations a fait passer au second plan l'intention d'appliquer des principes de ciblage universels à toutes les activités du FIDA.
9. **Groupes cibles.** Entre 2008 et 2018, l'interprétation de la notion de groupe cible a évolué au FIDA. Les projets du Fonds ciblaient en priorité les « pauvres exerçant une activité » ou les « pauvres productifs » et dans une moindre mesure les plus pauvres et les personnes extrêmement pauvres (catégories définies, selon le cas, pour chaque pays ou en fonction du revenu journalier). Les directives opérationnelles de 2019 ont donné un nouvel élan aux efforts déployés pour venir en aide aux plus pauvres, en indiquant que, pour ceux qui ne peuvent pas profiter

immédiatement des investissements du FIDA, le Fonds adopterait une approche graduelle consistant à les aider préalablement à accéder aux ressources qui leur permettront de tirer profit des interventions.

10. Parfois, les groupes cibles ne sont pas clairement définis, ou ils le sont de plusieurs façons. Le ciblage catégoriel (femmes, jeunes, populations autochtones, personnes handicapées, par exemple) est intuitif et facile à comprendre, mais s'il n'est pas adapté au contexte local à partir d'études empiriques, il peut conduire à un détournement des ressources au profit de personnes qui ne sont pas pauvres, voire à un phénomène de cooptation au sein de cette catégorie de population. Les orientations concernant les groupes précités ont aussi été interprétées comme signifiant que tous ces groupes devaient être prioritaires dans tous les projets, au lieu de définir des groupes cibles prioritaires dans chaque projet sur la base d'une analyse critique.
11. L'orientation préconisant l'inclusion stratégique de personnes dites « aisées » pour constituer un groupe cible a été source de confusion. L'investissement en faveur d'agriculteurs ou d'acteurs du marché « relativement aisés » vise à favoriser la participation d'agriculteurs plus pauvres; les premiers sont donc des intermédiaires (un moyen permettant d'arriver à une fin) et non des groupes cibles. Ce sont des acteurs importants dans les systèmes de marché, qui peuvent bénéficier d'activités de renforcement des capacités et d'un appui technique et financier. Le Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage axé sur les résultats (Sénégal) et le Projet de transformation pour une agriculture climato-compatible dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh (Viet Nam) font cette distinction importante entre les bénéficiaires d'un investissement et les groupes cibles, afin que les projets profitent aux populations rurales pauvres.

Pertinence du ciblage lors de la conception des projets

12. Les analyses de la pauvreté, de la vulnérabilité et des moyens d'existence sont essentielles à la conception des projets, mais il leur manque des informations et des analyses clés. Dans le processus de conception actuel, les budgets et les délais ne sont pas suffisants pour que ces analyses soient réalisées correctement. Elles se cantonnent souvent à une description de la situation telle qu'elle est plutôt que d'étudier les capacités des groupes cibles, les possibilités qui leur sont offertes et leur aspiration au changement, ce qui serait le propre d'une véritable analyse. La qualité des analyses s'est détériorée avec le remplacement des évaluations sociales détaillées par la composante sociale des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA. Les nouveaux rapports de conception des projets utilisent des catégories très générales pour démontrer qu'ils répondent aux exigences institutionnelles, mais cette méthode ne tient pas compte des différences intersectionnelles. Le manque d'analyses très récentes a aussi conduit à s'en remettre à des hypothèses à propos de certains types de groupes cibles. C'est aussi la conséquence de la raréfaction des opportunités permettant de fonder les décisions en matière de ciblage sur la consultation des populations pauvres au moyen d'approches participatives, telles que celles proposées dans la politique de 2008.
13. Le moment choisi pour procéder aux analyses de la pauvreté, de la vulnérabilité et des moyens d'existence a aussi son importance. Il convient de ne pas les réaliser trop tard, après la phase de conception du projet, ce qui serait contraire aux orientations du FIDA. Les contraintes en matière de ressources, qui pèsent sur la qualité des analyses et influent sur leur calendrier, doivent être mises en balance avec le risque majeur qui menace l'efficacité des projets du FIDA et leur impact sur les populations rurales pauvres.
14. **Données et systèmes nationaux d'évaluation de la pauvreté.** La plupart des projets respectent les directives en matière de ciblage, qui préconisent d'utiliser les bases de données socioéconomiques nationales dans le but de renforcer

l'appropriation, la cohérence et la pertinence pour les pouvoirs publics. Au Rwanda, le FIDA a conçu des stratégies de ciblage en s'appuyant sur le système *Ubudehe*, utilisé par les pouvoirs publics, qui répartit les ménages en cinq catégories selon leurs revenus. Toutefois, rien n'indique que les concepteurs des projets ont évalué d'un œil critique la rigueur ou la validité des instruments mis à disposition par les pouvoirs publics. En l'absence de données officielles disponibles, le FIDA a recours à une solution de rechange éprouvée, par exemple, en Chine, la fiche d'évaluation de la pauvreté, fondée sur des travaux d'experts

15. **Instruments de ciblage.** Les projets du FIDA ont largement recours au ciblage géographique, une pratique approuvée et demandée par les pouvoirs publics. En outre, le FIDA a ainsi pu cibler des zones qui concentrent un grand nombre ou une forte proportion de ruraux pauvres. On observe une utilisation plus fréquente du critère de vulnérabilité climatique, parfois associé à la pauvreté rurale, pour déterminer les zones cibles, ce qui est conforme aux directives opérationnelles de 2019. Dans les contextes fragiles, une succession d'investissements dans la même zone géographique facilite en outre l'apprentissage et la mise en œuvre des enseignements tirés.
16. Le ciblage communautaire, tel que la réalisation participative d'une classification socioéconomique, continue d'être utilisé lorsqu'il a été employé précédemment, ce qui a permis d'acquérir de l'expérience (au Népal et au Tadjikistan, par exemple); il est en outre très bien accepté au sein des communautés. Il reste pertinent lorsque les données officielles ne sont pas à jour ou que des erreurs d'exclusion persistent, mais il convient néanmoins d'atténuer les risques d'accaparement par l'élite locale dans certains contextes.
17. **Stratégies d'intervention.** Le mandat consistant à « ne laisser personne de côté » suscite des réserves de la part de certains membres du personnel du FIDA, qui craignent que le Fonds ne s'écarte de sa politique de ciblage; et pourtant, la politique indique clairement que le FIDA doit s'adresser en priorité aux personnes extrêmement pauvres. Il ressort en outre des éléments factuels issus des évaluations que le FIDA dispose de l'expérience nécessaire pour accomplir cette mission en s'appuyant sur des approches favorisant la progression hors de la pauvreté (Kenya) et des approches à fort coefficient de main-d'œuvre visant à créer des emplois salariés (Bangladesh). Des partenariats ont aussi été créés pour combler les manques lorsque le FIDA ne dispose pas de capacités ou de ressources suffisantes ou lorsque les pouvoirs publics ont restreint l'utilisation des prêts servant à financer des infrastructures. Par ailleurs, le FIDA a plaidé à plusieurs reprises en faveur de politiques et de pratiques inclusives dans les programmes publics – par exemple au Mexique, au Népal et au Viet Nam.
18. L'adaptation des interventions aux zones et aux groupes cibles locaux est inégale. Une analyse trop superficielle des groupes cibles, couplée à des possibilités de participation directe de ces groupes insuffisantes au stade de la conception, limite l'adaptation des projets aux particularités du contexte et, en définitive, l'efficacité des interventions. L'utilisation de certains produits ou services a parfois été encouragée alors qu'ils n'étaient ni adaptés aux groupes cibles ni prioritaires à leurs yeux. Cela dit, certains projets (Tunisie, Maroc, Viet Nam) optimisent l'utilisation des ressources disponibles (notamment les dons) et adaptent les interventions en fonction des particularités du contexte et des populations. Certaines équipes de projets (Projet d'hydraulique pastorale en zone sahéenne, au Tchad; Mécanisme en faveur de l'inclusion financière dans les zones rurales du Kenya) utilisent aussi des budgets spécifiques pour être en mesure d'orienter les interventions vers tel ou tel groupe cible.
19. Les interventions spécialement conçues en faveur de groupes prioritaires ne sont pas toujours bien intégrées à la conception des projets et peuvent sembler « accessoires ». Par exemple, des activités ciblant les femmes pauvres,

comme la promotion de fourneaux améliorés, de jardins potagers et d'activités artisanales, sont justifiées en soi, mais ne modifient pas l'axe principal du projet et ne relèvent pas des principales trajectoires de changement.

20. **Trajectoires de changement.** Les directives existantes relatives au ciblage et aux filières conseillent aux équipes chargées de la conception et de l'exécution de définir des trajectoires de changement claires pour les différents groupes cibles. Toutefois, dans les études de cas relatives à la conception des projets, rares sont les schémas ou les descriptifs exposant la théorie du changement qui répondent à cette attente.
- Efficacité du ciblage dans les projets appuyés par le FIDA.**
21. **Indicateurs et instruments utilisés pour mesurer la performance en matière de ciblage.** Plusieurs facteurs contribuent à limiter l'évaluation des performances en matière de ciblage dans les projets achevés. Tout d'abord, on manque de données ventilées à partir desquelles établir la portée des interventions et en particulier les effets directs par groupe cible. L'étude a montré que la ventilation des données par sexe est plus courante dans les projets récents et que les concepteurs des nouveaux projets font part de l'intention de proposer une ventilation par âge et, le cas échéant, par origine ethnique. Ensuite, le manque de clarté des trajectoires de changement conçues pour les groupes cibles entraîne une formulation des indicateurs de changement. Il est noté que les Directives pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets, publiées par le FIDA en 2021, mentionnent l'intention de mesurer des effets relatifs à l'évolution des comportements. Troisièmement, certains projets, notamment dans les domaines des infrastructures et de la finance rurale, mettent davantage l'accent sur les produits que sur les effets directs pour les personnes. La conception du Projet de transformation économique des zones rurales du Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan, présente une théorie du changement qui est clairement axée sur les groupes cibles, à la différence du Mécanisme en faveur de l'inclusion financière dans les zones rurales du Kenya, qui est axé sur les services financiers.
22. En outre, les enquêtes quantitatives à grande échelle utilisées pour évaluer les effets directs en matière de ciblage sont onéreuses, souvent médiocres et trop tardives pour permettre la mise en place de mesures correctives. En revanche, l'étude note l'expérience prometteuse du suivi-évaluation piloté ou géré par les groupes cibles et les évaluations qualitatives à petite échelle menées en phase de réalisation qui peuvent fournir des indications plus utiles, à un moment plus opportun.
23. Il n'est pas possible de comparer les rapports coût-efficacité de différentes stratégies d'intervention pour différents groupes cibles en raison du manque de clarté des trajectoires de changement propres aux groupes cibles et de données ventilées relatives au coût par bénéficiaire. Plus généralement, les éléments factuels issus des évaluations permettent de penser que certaines équipes de projet ne réfléchissent pas suffisamment à l'efficacité de la méthode de ciblage ou qu'ils le font trop tard.
24. **Capacité des agents chargés d'exécuter la stratégie de ciblage.** L'efficacité du programme du FIDA est fortement tributaire de son exécution par les partenaires publics. Des partenariats avec différents ministères et ONG sont souvent mis en place pour remédier à des déficits de capacités, avec des résultats variables. Dans le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie, au Malawi, seule une minorité des ONG prestataires ont correctement procédé au ciblage des populations pauvres; en revanche, dans le Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes, au Cameroun, les ONG locales sont parvenues à promouvoir la participation de jeunes hommes et de jeunes femmes pauvres, y compris des personnes issues de minorités ethniques, aux activités principales du projet.

25. Souvent, le ciblage n'est pas suffisamment expliqué aux principaux agents d'exécution durant la phase de démarrage du projet. En outre, dans un contexte de taux élevé de renouvellement du personnel, les nouveaux membres du personnel du FIDA sont souvent peu au fait des principes de ciblage et moins à même de les expliquer aux pouvoirs publics et d'en négocier l'application. Le recrutement d'une ou d'un spécialiste technique principal pour le ciblage sera une mesure importante pour améliorer le ciblage en général, notamment dans le cadre des missions visant à améliorer le soutien apporté aux partenaires d'exécution.
26. **Approches de ciblage novatrices.** Le FIDA met à l'essai et adopte de plus en plus d'innovations en matière de ciblage dans le cadre de ses programmes de prêt ou en parallèle. Parmi les exemples qu'il convient de citer figurent les interventions axées sur les ménages, comme le Système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes, l'accompagnement des ménages et l'accompagnement financier personnel (Programme de financement rural, au Belize). Enfin, des idées prometteuses existent pour faire progresser le ciblage, au sein du FIDA comme à l'extérieur, dont le Fonds peut s'inspirer. Il s'agit notamment d'associer la protection sociale à l'agriculture, de repenser le ciblage communautaire, d'abandonner les filières linéaires au profit d'une approche reposant sur des systèmes plus vastes qui permet d'améliorer les possibilités de ciblage et d'inclusion, d'utiliser la possession d'un téléphone comme critère de ciblage et de faire appel à un système d'information géographique participatif.

Conclusions

27. **Le ciblage joue un rôle déterminant dans la mission du FIDA et la réalisation de son avantage comparatif, pour lequel il est reconnu.** La politique de 2008 et les directives opérationnelles de 2019 entérinent le rôle essentiel du ciblage et présentent une argumentation solide justifiant son statut de principe d'action clé, expressément mentionné dans les cadres stratégiques passés et présents. Les directives opérationnelles de 2019 actualisent les principes de ciblage, en les faisant davantage concorder avec le Programme 2030 et l'impératif de ne laisser personne de côté.
28. **Dans la politique et les directives opérationnelles, en ce qui concerne les groupes cibles, trois problèmes importants contribuent à brouiller la notion de ciblage employée au FIDA.** Font défaut:
- i) une distinction claire entre les groupes cibles (populations rurales pauvres) et les autres groupes pouvant bénéficier des investissements du FIDA (fournisseurs d'intrants, prestataires de services, etc.);
 - ii) la distinction entre les groupes cibles et le principe d'inclusion. Les groupes cibles sont ceux auxquels le projet doit bénéficier en priorité. L'inclusion est un principe qui peut être appliqué à toutes les interventions et qui répond aux problématiques d'accès et d'équité. La conception et l'exécution des projets peuvent rendre les activités de base plus inclusives, au lieu de créer des composantes parallèles pour les groupes non atteints et de les considérer comme des groupes cibles distincts;
 - iii) une définition commune du terme « vulnérable ».
29. **En outre, en matière de ciblage, il y a loin de la théorie à la pratique.** L'impératif inhérent à la volonté du FIDA, qui affirme vouloir mettre en œuvre un « développement à dimension humaine », n'est pas pleinement intégré et n'imprègne pas les cycles des projets ni leurs activités. Les analyses de la pauvreté, de la vulnérabilité et des moyens d'existence sont de mauvaise qualité. Les approches participatives recommandées par le FIDA sont rarement utilisées pour affiner la définition des groupes cibles et adapter les interventions dans le but de répondre à leurs besoins. De même, rares sont les théories du changement

établies pour les projets qui définissent des trajectoires de changement claires pour les différents groupes cibles.

30. **On a laissé prospérer des confusions et des interprétations erronées.** Les plus graves sont celles qui concernent l'interprétation de l'accent mis sur les « pauvres exerçant une activité ou productifs » et le sentiment que le FIDA exige que chaque projet s'adresse à tous les groupes prioritaires. L'étude a montré que des doutes existent quant à la capacité et les possibilités du FIDA de mettre en œuvre la volonté de ne laisser personne de côté, une intention fermement défendue, en principe, par le Fonds. Sur ce point, les orientations sont insuffisantes et cela se traduit par des projets comportant des composantes distinctes, alors qu'il aurait fallu rechercher des solutions pour que la cible principale du projet englobe à la fois les groupes prioritaires et les personnes laissées pour compte et bénéficie à ces deux types de catégories.
31. **Si le ciblage s'est amélioré de bien des façons, le FIDA n'a pas mis à profit la volonté exprimée dans le Programme 2030 que soit menée une réflexion critique avec les pouvoirs publics sur les moyens d'améliorer encore le ciblage.** Des progrès ont été réalisés grâce à l'établissement de quotas et de budgets dédiés aux groupes cibles et une utilisation plus large de données ventilées. Des pratiques prometteuses liant la protection sociale à l'agriculture, des approches contribuant à aider les populations pauvres à sortir de la pauvreté (*graduation*) et des interventions axées sur les ménages existent, au FIDA comme ailleurs, et peuvent être mises à profit. Ce travail nécessite peut-être d'étendre la collaboration à d'autres ministères et à des ONG et des organismes internationaux disposant d'un savoir-faire utile. En outre, la période de démarrage des projets avec les pouvoirs publics qui se chargent de leur exécution n'est pas suffisamment exploitée pour améliorer la compréhension et la mise en œuvre du ciblage.
32. **L'efficacité du ciblage, qui est l'un des grands principes d'action du FIDA, ne peut actuellement être évaluée.** En effet, les groupes cibles ne sont pas correctement et clairement définis; l'analyse de la situation est médiocre; il n'existe pas de trajectoires de changement clairement définies en fonction de chaque groupe cible; des indicateurs de changement, propres au contexte, ventilés par groupes cibles et suffisamment segmentés ne sont pas utilisés de façon systématique et les ressources de suivi-évaluation utilisées dans le cadre des projets sont insuffisantes. Les évaluations du coût par bénéficiaire ne peuvent être comparées. Tant que ces carences persisteront, le FIDA pourra mesurer la portée de ses interventions, mais restera incapable d'évaluer ses méthodes de ciblage.
33. **Une utilisation plus efficace des ressources est nécessaire pour apporter ces améliorations essentielles au ciblage et combler les lacunes en matière de connaissances.** Malgré le manque de ressources, certains membres du personnel du FIDA ont trouvé des solutions novatrices pour continuer d'accorder au ciblage toute l'attention qu'il mérite en établissant des partenariats et en utilisant des dons. L'étude soulève la question de la nécessité de mener des sondages quantitatifs à grande échelle pour démontrer les effets directs sur les groupes cibles, alors que des évaluations qualitatives à petite échelle peuvent fournir des indications utiles, en temps opportun, pour améliorer le ciblage et évaluer les effets directs.

Enseignements

34. Les principaux enseignements tirés de la présente note de synthèse d'évaluations sur le ciblage dans les projets appuyés par le FIDA sont les suivants:
- i) **Des principes de ciblage universels peuvent être appliqués à l'ensemble du portefeuille du FIDA, pourtant diversifié.** En réaffirmant que le ciblage des populations rurales pauvres est au cœur de l'appui que le FIDA apporte aux États et en s'appuyant sur l'impératif de ne laisser

personne de côté, le Fonds peut se positionner comme l'institution financière la mieux à même d'y parvenir. Les principes et la terminologie relatifs au ciblage, en vue d'une application universelle, peuvent être formulés de façon cohérente pour l'ensemble du portefeuille, indépendamment du type de projet, de l'axe thématique retenu, de la catégorie de revenu du pays et du caractère souverain ou non de l'opération.

- ii) **Le lancement de la politique actualisée peut servir de point de ralliement** pour inciter le personnel du FIDA et les partenaires d'exécution à collaborer afin d'améliorer la définition des groupes cibles, à entreprendre des analyses approfondies, actuelles et critiques de la situation des groupes cibles, à élaborer des trajectoires de changement propres à chaque groupe cible, et à faire en sorte que les effets directs sur les différents groupes cibles soient correctement définis et mesurés. Comme certains membres du personnel du FIDA l'ont démontré, même avec des contraintes en matière de ressources et de délais, il est possible d'obtenir des dons, d'innover et de tirer parti des savoir-faire diversifiés des partenaires pour acquérir une solide connaissance des groupes cibles et évaluer de façon collaborative ce qui fonctionne, pour qui et comment.
- iii) **La tendance à s'éloigner de la notion de « développement à dimension humaine » peut s'inverser.** Lorsque l'on accorde de l'attention aux processus participatifs et à leur amélioration qualitative (en matière de ciblage et de suivi-évaluation participatif), la responsabilité sociale des investissements du FIDA s'accroît. Remettre l'accent sur le développement participatif peut contribuer à rappeler l'importance centrale du ciblage des populations rurales pauvres et conforter la place du FIDA en tant que chef de file de l'autonomisation des pauvres et de défenseur du principe qui consiste à ne laisser personne de côté. Lorsque les pouvoirs publics s'approprient l'idée de ne laisser personne de côté et l'importance d'un développement à dimension humaine pour atteindre cet objectif, cela permet d'obtenir des effets directs plus probants en matière de ciblage.
- iv) **La culture de la conformité se substitue à l'analyse approfondie et à l'examen critique du ciblage.** La réglementation impose entre autres le respect des PESEC, l'application des indicateurs de base et la démonstration de l'existence de mécanismes relatifs aux plaintes et aux doléances. En outre, de nombreux membres du personnel pensent que les projets doivent cibler tous les groupes prioritaires et prendre en considération toutes les thématiques transversales. Ces impératifs ont remplacé la réflexion critique sur les principes et l'application des bonnes pratiques en matière de ciblage. Les orientations, les possibilités d'analyse critique et les compétences et capacités nécessaires pour une démarche de ce type doivent être renforcées au sein du FIDA et des organismes publics chargés de l'exécution.
- v) **L'évaluation du ciblage (par auto-évaluation ou évaluation indépendante) doit être rigoureuse, et les recommandations destinées à améliorer le ciblage doivent être étayées.** Les carences des systèmes et l'insuffisance des capacités en matière de suivi-évaluation sont régulièrement mises en cause, car elles limitent la compréhension du ciblage et l'efficacité avec laquelle le FIDA fait profiter les groupes cibles des interventions qu'il finance; il faut donc impérativement mobiliser des ressources pour remédier en priorité à ces lacunes. Ce faisant, le FIDA pourra affirmer à juste titre que le ciblage est l'un de ses avantages comparatifs. La version révisée du Manuel de l'évaluation, à paraître, souligne l'importance de la justice sociale et de l'intersectionnalité, ce qui permettra d'impulser ce changement.

Targeting in IFAD-supported projects

Evaluation Synthesis Note

Contents

ABBREVIATIONS AND ACRONYMS	2
I. Introduction	3
A. Background	3
B. Rationale	3
C. Terminology and documentation	4
D. Synthesis objectives and scope	5
E. Analytical framework and methodology	5
II. Findings from literature review and external evaluations on targeting	10
III. Relevance of targeting principles and guidance	11
A. Targeting principles and guidance	11
B. Target groups	12
IV. Relevance of targeting in project designs	15
A. Poverty, vulnerability and livelihoods analyses	15
B. National Poverty Data/Systems and other targeting instruments	18
C. Intervention strategies	19
D. Pathways of change	22
V. Effectiveness of targeting in ifad-supported projects	24
A. Metrics and instruments for measuring targeting performance	24
B. Capacity of implementers of the targeting strategy	27
C. Innovative targeting approaches	28
VI. CONCLUSIONS AND LESSONS	31
A. Conclusions	31
B. Lessons	32
Annexes	
(a) IFAD target group definitions	34
(b) IFAD Targeting Principles	35
(c) List of evaluation reports and project design reports used	36
(d) List of key people met	39
(e) Bibliography	40

Abbreviations and acronyms

ARRI	Annual Report on Results and Impacts of IFAD Operations
COSOP	Country Strategic Opportunities Programmes
ESN	Evaluation Synthesis Note
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IE	Impact Evaluation
IOE	Independent Office of Evaluation
KP-RETP	Khyber Pakhtunkhwa Rural Economic Transformation Project
PDR	Project Design Report
PIM	Project Implementation Manual
PPE	Project Performance Evaluation
PROHYPA	Pastoral Water and Resource Management Project in Sahelian Areas
RK-FINFA	Rural Kenya Financial Inclusion Facility
SDG	Sustainable Development Goals
SECAP	Social Environmental and Climate Assessment Procedures
ToC	Theory of Change

Targeting in IFAD-supported projects

Evaluation Synthesis Note

I. Introduction

A. Background

1. The Independent Office of Evaluation (IOE) produces evaluation syntheses with the aim to facilitate learning from accumulated evaluation findings and lessons on selected topics. An Evaluation Synthesis Note (ESN) is to consolidate established findings from evaluations in a concise manner. In December 2021, IFAD's Executive Board agreed that an ESN on Targeting would be prepared in 2022.¹

B. Rationale

2. IFAD has had a clear mandate, and built a good reputation, of investing in rural people and their agriculture-based livelihoods to contribute to poverty reduction and economic development. Its 2008 Policy on Targeting provided a framework to bring this about.
3. Since then, the UN adopted Agenda 2030 for Sustainable Development as a universal call for action towards an equitable and socially inclusive world. In total, 193 countries pledged that "*no one will be left behind*" and declared that "*we will endeavour to reach the furthest behind first*". To achieve this, the Sustainable Development Goals (SDGs) focus on the multi-dimensionality of well-being and place a strong emphasis on tackling inequality and reaching marginalized groups. IFAD has explicitly reflected these principles and goals in strategic instruments, including the Strategic Framework 2016-2025 and IFAD11 and IFAD12 replenishments.²
4. In this context, IOE produced an Issues paper on targeting (2018) to support learning in IFAD on targeting.³ It helped inform IFAD's (2019) Revised Operational Guidelines on Targeting, but the learning has yet to be translated into policy. Furthermore, there has not been a review on the use of these Guidelines.
5. IFAD is presently conducting an internal review of targeting to inform the updating of its 2008 Policy on Targeting, which will be presented to the Executive Board for approval in December 2022. The ESN therefore provides a rapid, timely and independent assessment of recent performance in targeting. It identifies evidence-based lessons on targeting in IFAD-supported projects and the implications these have on updating the Policy on Targeting. In addition, the ESN reviews current interpretations among IFAD personnel of targeting terminology and guidance and the extent to which the Revised Guidelines have been used.
6. The rationale to promote social justice and contribute to putting inclusivity front and centre in the development agenda is also pertinent in light of current discussions in the UN and among partners pertaining to food systems (as a subset of wider agricultural market systems). Food system transformation to improve nutritional and environmental outcomes could further marginalize poor rural men and women unless explicit actions are taken to understand and address the

¹ <https://webapps.ifad.org/members/eb/134/docs/EB-2021-134-R-3-Rev-1.pdf>

² The main messages from these replenishments include targeting the poorest countries and rural poor people, including the poorest (IFAD11&12), as well as doubling outreach (from 20 million to 40 million per year) and deepening impact (each beneficiary experiencing greater and more sustainable improvements in production, income, nutrition and resilience) (IFAD12).

³ The Issues paper on Targeting was part of the IOE 2018 Annual Report on Results and Impact.

<https://www.ifad.org/documents/36783902/40280989/Chitra+Deshpande%2C+Senior+Evaluation+Officer%2C+IOE%2C+IFAD.pdf/ca54fc2a-2dd2-4304-9f86-acdc13c54a28>

constraints they face.⁴ Furthermore, the Covid-19 pandemic has stalled global progress on many of the SDGs. Inequality is rising, hard-won gains in poverty reduction are being reversed. Hunger continues to rise, exacerbated by the impact on global food security from the war in Ukraine. There is a pressing need to address the long-standing barriers from persisting deprivations affecting rural and marginalised people, and to do it well.

C. Terminology and documentation

7. IFAD's Policy on Targeting (2008) refers to targeting as "*a set of purposefully designed, demand-driven and mutually agreed upon actions and measures that ensure, or at least significantly increase the likelihood, that specific groups of people will take advantage of a development initiative.*"
8. Box 1 provides an overview of the definitions of IFAD's target group that are provided in the Policy on Targeting then subsequently in IFAD's (2019) Revised Operational Guidelines on Targeting. A comparison of the definitions used in both documents is provided in annex I.

Box 1

Definitions of IFAD's target group

The 2008 Policy identifies IFAD's target group as rural people "living in poverty and experiencing food insecurity and who are able to take advantage of opportunities". The 2019 Revised Operational Guidelines defines the target group as rural people "who are poor and vulnerable and have the potential to take advantage of improved access to assets and opportunities for agricultural production and rural income-generating activities". Both documents also state that the target group includes marginalized and disadvantaged groups, including the extremely poor/poorest, indigenous peoples, ethnic minorities, women and sometimes the better-off.

The definitions have changed slightly overtime in terms of how they relate to food security, the poorest, and vulnerability. For instance, the 2008 Policy identifies "extremely poor people who have the potential to take advantage of improved access to assets and opportunities for agricultural production and income-generating activities" as a target group, while the 2019 Revised Guidelines state that "for those who cannot take advantage immediately, IFAD will promote a gradual approach to facilitate their access to resources and enable them to benefit from interventions...". The explicit identification of young men, young women and persons with disabilities as IFAD target groups were added in the 2019 Revised Operational Guidelines.

Source: IFAD (2009) Policy on Targeting; IFAD (2019) Revised Operational Guidelines on Targeting

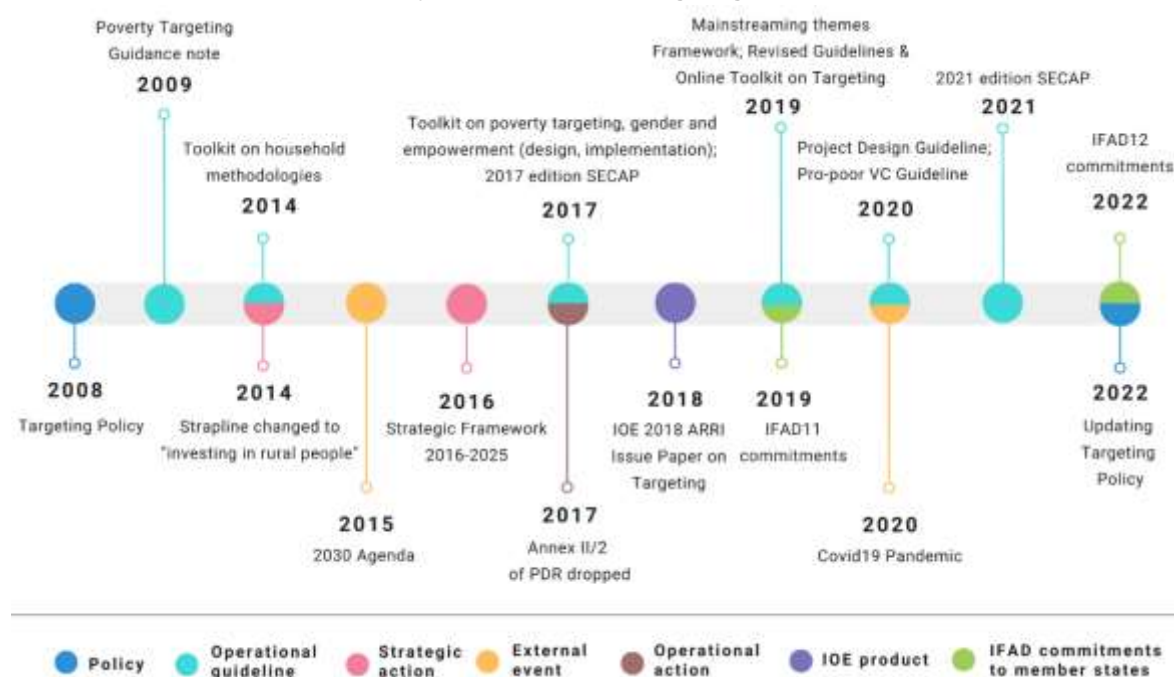
9. The principles of targeting were put forward in the Policy on Targeting and updated in the Revised Operational Guidelines on Targeting, see annex II.⁵
10. Figure 1 provides a timeline of the key IFAD documents (and events) relating to targeting in IFAD since the Policy in 2008. Recently, IFAD produced an online Targeting Toolkit to provide practical help on how to implement the Policy and Guidelines from COSOP to project completion.⁶

⁴ Davis, Lipper & Winters, 2022.

⁵ The principles concern five key areas: the target group, mainstreaming themes, nature of poverty, targeting the better off and the value and types of partnerships and engagement with the rural poor people, Governments and other stakeholders.

⁶ IFAD Targeting toolkit <https://www.ifad.org/targetingtoolkit/>

Figure 1.
Timeline of IFAD documents and key events related to Targeting



Source: ESN Team Elaboration

D. Synthesis objectives and scope

11. **Objectives.** The main objective of this ESN on Targeting in IFAD-supported projects is to provide evaluative evidence to guide the updating of the IFAD Targeting Policy in 2022. Specifically, the ESN will:
 - (iii) Consolidate evaluative evidence on achievements and challenges of targeting in IFAD operations since 2018, building on the IOE (2018) Issues paper on targeting;
 - (iv) Review the main changes in the design of targeting strategies in IFAD projects designed since the introduction of the revised Operational Guidelines in 2019.
12. **Scope.** The evaluation synthesis focuses on evaluative evidence from 2018 and project designs from 2021. The 2014 Evaluation Synthesis on youth and the 2017 Evaluation Synthesis on gender equality and women's empowerment were included because of the relevance of the topics. The ESN focuses on targeting in IFAD-supported projects as the operationalisation of targeting intentions of COSOPs.

E. Analytical framework and methodology

13. **Analytical framework.** The theory of change (ToC) for this evaluation drew from IFAD policy, guidelines and practice to identify the key elements of targeting in IFAD-supported projects, see Figure 3. The ToC postulates that intended target groups will be able to actively define and participate in legitimate project activities to benefit fully in the gains obtained from inclusive and sustainable rural transformation. The Agenda 2030 value of equity is explicit. The ToC recognises that effective targeting is guided by clear principles and based on a contemporary understanding of the complex multi-dimensionality of poverty and vulnerability so that target groups can be unambiguously defined. It also requires the development of interventions that give preference to the poor and vulnerable. In turn, these are implemented and monitored in a timely manner by partners and IFAD personnel with adequate capacity.

14. The evaluation questions were structured under the evaluation criteria of relevance, effectiveness, efficiency, rural poverty impact and performance of partners. The initial overarching evaluation questions were:
 - (v) Relevance: How relevant and realistic were the targeting strategies within the institutional and policy context?
 - (vi) Effectiveness: How effective was/were different approaches to targeting including comparison and use of high quality instruments to identify target groups?
 - (vii) Efficiency: How efficient were the targeting strategies in reaching the target groups?
 - (viii) Rural impact: To what extent have targeting strategies enabled optimization of benefits for the target groups and minimised leakage to the non-poor?
 - (ix) Performance of partners: To what extent have the resources, policies and capacities of IFAD and the Governments supported effective and efficient targeting?
15. During data collection and analysis, it was found more practicable to develop evaluation questions from a review of the ToC constructed for this study together with insights from the background literature review (see below) and the IOE 2018 issues paper on targeting. The questions used to review project design reports were also derived from the Revised Operational Guidelines on Targeting.
16. In line with the main findings emerging from the ESN, the findings are presented in this Note in four main sections: Findings from the literature review and external evaluations on targeting; Relevance of targeting principles and guidance; Relevance of targeting in project designs; Effectiveness of targeting in IFAD-supported projects. Findings related to efficiency, impact and performance of partners are covered therein.
17. **Methodology.** The main elements of the evaluation methodology were as follows:
18. Background literature review and seminar. IOE commissioned a literature review on "Targeting of the Poor and Ultra-poor" to support this evaluation.⁷ It covered targeting definitions, mechanisms and their limitations as well as a discussion on some of the main challenges facing IFAD. The review was presented in a seminar in February 2022 to an IFAD audience who shared their own views and experience in targeting. Discussions provided insights into the current challenges in targeting the poor and the poorest people in IFAD projects and some of the new approaches.
19. Rapid review of external evaluations on targeting. The ESN undertook a rapid review of recent external evaluations of targeting by other International Financial Institutions and international Non-Governmental Organizations (NGOs) to identify methods and lessons related to targeting from outside IFAD.
20. Analytical framework. The analytical framework was presented in the approach paper for this synthesis. The ToC was central to formulating research questions, analysing projects and presenting emerging findings.
21. Sampling framework. There were two types of case studies: (i) Project Performance Evaluations (PPEs) and Impact Evaluations (IEs) since 2018 and (ii) Project Design Reports (PDRs) approved by the Executive Board in 2021 (with the assumption that sufficient time would have lapsed for the revised operational guidelines to be internalised). The sampling was purposive to select projects with diverse characteristics that would ensure variability within the data, see Figure 2. One-third of the projects were selected from each type: 13 out of 32 PPEs and IEs, and 10 out of 27 PDRs. From both types (PPEs/IEs and PDRs), a minimum of two projects were selected from each of the five regions, ensuring a mix of different types of investment projects as well as country income status (low, lower-middle

⁷ Rahman, 2022.

and upper-middle). The quality of the targeting strategies in the PDRs ranged from 4.5 (moderately satisfactory) to 6 (highly satisfactory), according to the “quality at-entry” ratings from IFAD quality assurance reviews.

Figure 2.

Number of project case studies by different characteristics

by Region	APR (4), ESA (6), LAC (4), NEN (4), WCA (5).
by Project type	Agricultural Development (6), Credit and Financial Services (5), Irrigation (1), Livestock (1), Rural Development (7), Storage, processing and marketing (3).
by Country classification	Low income (10), Lower-middle income (11), Upper-middle income (2).
by Fragility	Fragile and Conflict-affected country: Yes (5), No (18).
by QAG rating	Targeting rating of 4.5 (4), 5 (5), 6 (1). <i>(only available for PDRs)</i>

The project case studies are from PPEs, IEs and PDRs
Source: ESN team elaboration

22. Analysis of evaluative evidence. As mentioned above, the ESN assessed 10 IOE PPEs completed since 2018. In addition, the three impact evaluations (IEs) conducted in this period were reviewed. Recent Country Strategy and Programme Evaluation (CSPE) reports were also reviewed where they provided further interesting findings. Thirteen higher-level evaluations on a wide range of thematic areas were also reviewed for findings and lessons on targeting. See Annex III Tables 1, 2 and 3 for the PPEs, IEs and higher-level evaluation reports used.
23. Analysis of project designs. The evaluation examined new project designs to assess the extent to which they have incorporated the intentions of the Revised Operational Guidelines on Targeting. As mentioned above, 10 PDRs were covered out of the projects approved by the Executive Board in 2021. See Annex III Table 4 for the list of PDR case studies.
24. Key informant interviews conducted with IFAD staff and consultants. The evaluation team identified staff and consultants to ensure coverage of the five regional divisions (through past and present work), diverse technical expertise, expertise in targeting and social inclusion, and both experienced and relatively new staff. Interviews probed the factors contributing to success or failure of targeting strategies and to identify any innovations. The occasion was also used to discuss some of the emerging findings. Consultants invited for interview were those who frequently go on mission for IFAD, but many did not respond to requests in part due to the short time frame. See annex VI for a list of key people met.
25. Workshop on emerging findings between IOE and IFAD management. IOE organised a workshop on the ESN emerging findings in April 2022 for the Gender & Social Inclusion team from the Environment, Climate, Gender and Social Inclusion division (ECG), members of the Policy Reference Group on Targeting from different IFAD divisions, as well as the Associate Vice-President, Jo Puri, from the Strategy and Knowledge Department (SKD). The event was useful to receive feedback on the initial findings and policy implications emerging from the evaluation. It also served to inform IFAD’s own ongoing review of targeting to ultimately update the targeting policy.
26. **Limitations.** There were different types of limitations related to the availability of data and information. Most IFAD documents relate to targeting in some way, so the evaluation focused on the most direct and relevant documents linked to targeting in IFAD-supported projects. The lack of reliable and useful project monitoring and

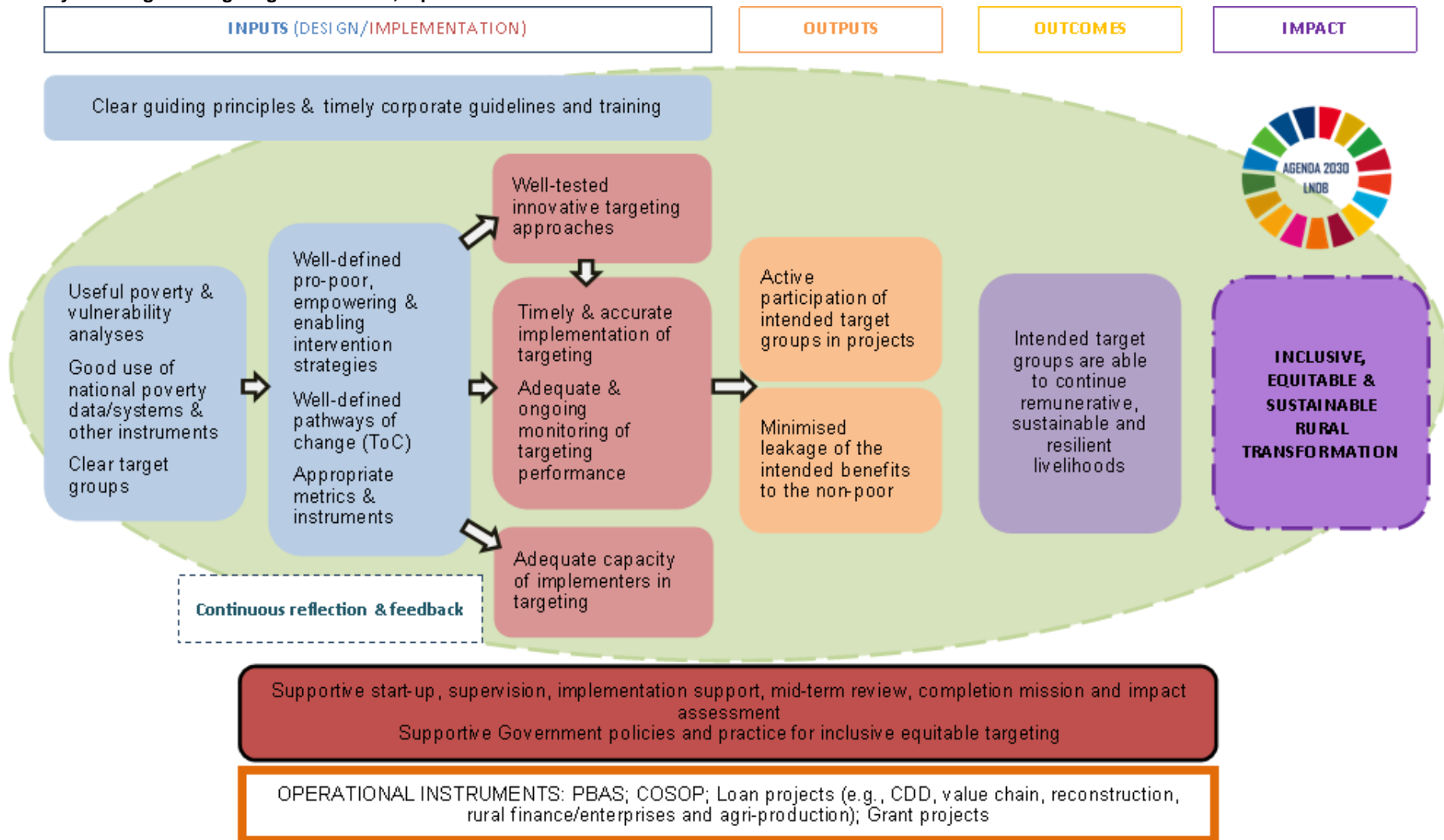
evaluation (M&E) data on targeting restricted the evaluative data and information on targeting available, which in turn restricted the type analysis performed in this ESN. Outside of IFAD, there is also a lack of evaluations on targeting beyond those on social protection programmes, which do not reflect the different types of IFAD-supported programmes.

27. Time constraints were another challenge for this ESN. IFAD Management planned to have the updated Targeting Policy ready for review by the end of June, 2022. The bulk of the data collection and analysis therefore needed to be completed in two months, before the emerging findings were extracted and presented at the end of April 2022. As a result, the scope was limited to recent evaluations and project designs and interviews with IFAD staff and consultants. To maximise the benefit of this ESN, it built on the IOE 2018 ARRI issues papers on Targeting as well as findings from eleven higher-level evaluations. The rapid and focused ESN process was also designed to complement IFAD's own review and process for updating the targeting policy and avoid redundant analysis.
28. While it is important not to generalise the findings across IFAD, common, priority and recurrent issues did emerge from across the evaluative evidence, PDRs and interviews.

Key points

- IFAD is conducting an internal review of targeting to inform the updating of its 2008 Policy on Targeting. The ESN therefore provides a complementary, rapid, timely and independent assessment of recent performance in targeting. It identifies evidence-based lessons on targeting in IFAD-supported projects and the implications these have on the Policy on Targeting.
- Targeting in IFAD is defined as *"a set of purposefully designed, demand-driven and mutually agreed upon actions and measures that ensure, or at least significantly increase the likelihood, that specific groups of people will take advantage of a development initiative."*
- Definitions of IFAD's target group and targeting principles are provided in the 2008 Policy and updated in the 2019 Revised Operational Guidelines on Targeting. The definitions therefore vary slightly in detail.
- The ToC on targeting was central to formulate research questions, analyse performance and present findings.
- The ESN focuses on project level evaluative evidence from 2018 (bolstered by high-level evaluations on a variety of thematic topics) and project designs from 2021 (with the assumption that they had time to use the 2019 Revised Operational Guidelines).
- In total, 10 PPEs, 3 IEs and 10 PDRs were assessed as case studies. In addition, 13 recent higher-level evaluations were reviewed for their findings related to targeting. Findings from evaluative evidence and analytical review of PDRs were triangulated with findings from key informant interviews with IFAD staff and consultants.
- Emerging findings of the ESN and the policy implications were presented by IOE and discussed with Management at the end of April 2022.

Figure 3
Theory of change on targeting for inclusive, equitable and sustainable rural transformation



Source: IOE ESN team elaboration

II. Findings from literature review and external evaluations on targeting

29. **There is little evidence of comparative evaluations on targeting approaches except for social protection.** Both the IOE commissioned literature review on targeting (Rahman, 2022) and the ESN rapid review of evaluations of targeting in other development organisations found that evidence of what works, for whom, where and when is sparse. The few evaluations that exist mostly examine cost effectiveness and accuracy of targeting approaches intended to channel limited resources for social safety net and humanitarian aid programmes. Conclusions from these remain contested, particularly regarding the efficacy of proxy-means testing.⁸ Evidence suggests that universal targeted programmes for social protection work best. Efforts to exclude better-off through affluence testing also show promise.⁹
30. **Targeting approaches in development programmes are largely based on assumptions;** Development programmes seek to achieve more than social protection and are underpinned by recognition of the multi-dimensionality of poverty and the need for empowering approaches to development.¹⁰ The effectiveness of targeting in development programmes has not been evaluated in the same way as for social protection. It largely relies on assumptions that geographic targeting and direct targeting (categorical) work well when the approach and target groups are tightly and transparently defined and measures are put in place to reduce leakage to the non-poor. Existing evaluations are focused on proving benefits reach target groups and not on comparing approaches to improve targeting and benefits.
31. **Inconclusive evidence of effectiveness of combination approaches to targeting.** Combinations of targeting approaches are used by IFAD and are advocated in theory but the lack of comparisons of like for like situations makes drawing inferences risky. The work comparing use of CBT on its own or in combination with household survey data has been criticized because the CBT processes used were poorly facilitated and did not fairly represent how CBT should work in practice.¹¹ CBT has been shown to provide local legitimacy and higher rates of satisfaction than other approaches largely because communities take a wider lens to assessing poverty than reliance purely on econometrics.
32. **Targeting decisions entail trade-offs between impact and equity (tackling poverty).** Phillips et al (2015) note that poor and socially marginalised farmers are most likely to be excluded in Farmer Field Schools and that assumptions about trickle down effects from inclusion of more educated, better resourced farmers (lead farmers) may result in no benefit at all reaching poor farmers.¹² Graduation approaches including what are sometimes termed 'big push' approaches that attempt to include poor farmers¹³ have shown promise but have also been criticized. A long term impact study conducted nine years after a 'big push'

⁸ Demonstrated high inclusion and exclusion errors (48% inclusion of non poor, 81% of poorest excluded). Brown, C Ravillon, M and van de Walle D (2016) A Poor Means Test? Econometrics targeting in Africa. World Bank Policy Research Working Paper 7915, Washington DC.

⁹ Kidd, S and Diloa Athias (2020) Hit and Miss: An Assessment of targeting effectiveness in social protection. Summary version with additional analysis; Working Paper ACT/Development Pathways.

¹⁰ OECD-DAC Framework of multidimensionality of poverty (including human capabilities, economic, socio-cultural and political dimensions as well as social protection) <https://www.oecd.org/dac/POST-2015%20multidimensional%20poverty.pdf> (accessed June 2022).

¹¹ Alatas, V.; A. Banerjee; R. Henna; B. Olken; and J. Tobias (2012). "Targeting the Poor: Evidence from a Field Experiment in Indonesia." *American Economic Review*, 102(4): 1206-40.

¹² Phillips, David; Hugh Waddington, Howard White (2015) Targeting Matters: Examining the relationship between selection, participation and outcomes of farmer field schools; 3iE Systematic Review 11, London.

¹³ Excluded by lack of access to economic capital, numeracy/literacy skills, social capital, time poverty.

demonstrated that a 'substantial proportion of participating households' had switched back to their lower income baseline occupations.¹⁴

III. Relevance of targeting principles and guidance

A. Targeting principles and guidance

33. **IFAD's documents and communication materials frame targeting as a comparative advantage distinct from other financing institutions and this value is echoed by Government and other partners.** The use of 'inclusive' in the title of IFAD's Strategic Framework 2016-2025 ("Enabling inclusive and sustainable rural transformation") is a significant declaration of its stance on targeting. Targeting is one of the strategy's five principles of engagement and is fundamental to two other principles; empowerment and gender equality.¹⁵ The review of case study PPEs indicates that Governments and partners recognise IFAD's commitment to serving the needs of poorer populations regardless of the countries' economic classification and project designs reflect this.
34. **Governments' support for targeting poor people, especially since becoming signatories to Agenda 2030 and responding to the impacts of the Covid 19 pandemic, make IFAD targeting principles highly relevant.** Of the IFAD PPE/IE and PDR case studies reviewed, 16 out of 23 have a strong focus on poor and vulnerable populations as requested by Governments. The case studies note that Governments make specific requests for IFAD to work in remote, fragile, difficult locations where poverty is a continuing problem and where their own instruments are often costly to implement, see Box 2. Some Governments have indicated that they will only take loans for infrastructure development, but this does not have to be at the expense of IFAD's poverty focus where it adds value.¹⁶ From the limited number of case studies which did not have a clear emphasis on poor people, it was not clear to what extent this had been compensated for by targeting in other projects within the country programme or to what extent Country Offices put effort into advocating a pro-poor focus to Governments.

Box 2:

Governments acknowledge IFAD's comparative advantage in targeting

Some PDRs specifically note that governments value IFAD's comparative advantage in targeting rural poor people. For example, the Haiti AP3B PDR notes 'The project is based on IFAD's comparative advantages in Haiti: (i) ensure the inclusion of the rural poor in development processes'. The design of PCAE in Senegal involves co-financing with World Bank with the explicit intention that IFAD's participation in project design enabled reframing of the targeting strategy to make it more inclusive to poor rural people.

Source: ESN team elaboration pulling on information from IFAD PDRs – Haiti AP3B and Senegal PCAE

35. **IFAD's targeting principles in the Revised Operational Guidelines have changed slightly since the 2008 Targeting Policy, bringing them more in line with Agenda 2030 and the pledge to leave no one behind.** The principles cover five key aspects, the target group, mainstreaming themes, nature of poverty, targeting the better off, and partnership and engagement, see annex II. Analysis indicates that the revised principles have recognised Governments' commitments to Agenda 2030 and the need to focus more effort towards leaving no one behind. The dynamic nature of the experience of poverty has been more explicitly extended to recognising intersectionality. A significant shift in emphasis has come as a result

¹⁴ Farzana A. Misha, Wameq A. Raza, Jinnat Ara and Ellen van de Poel (2019) How Far Does a Big Push Really Push? Long-Term Effects of an Asset Transfer Program on Employment Trajectories <https://doi.org/10.1086/700556> Erasmus University Rotterdam and World Bank.

¹⁵ The five principles of engagement are: **targeting; empowerment; gender equality; innovation, learning and scaling up; and partnerships.** Note that targeting was also a principle of engagement in the former strategic frameworks: 2011 to 2015, and 2007 to 2010.

¹⁶ For example, the IFAD-supported Viet Nam CSAT project only finances the infrastructure component (access roads, water infrastructure, warehouses, flood mitigation actions, etc.) but the PDR indicates it also retains a strong influence on the poverty targeting of the entire project and intends to measure disaggregated outcomes.

of widening the mainstreaming themes beyond gender to include youth, nutrition, environment and climate issues, in line with corporate commitments.

36. **Over time, many documents which allude to targeting have emerged creating some confusion among IFAD staff and partners.** Study interviewees revealed that design of targeting approaches relied on information from whatever targeting guidelines were current at the time of their first IFAD project design commission, their own intuition and experience. They had not had time to read new guidance except where it applied to newly introduced foci (e.g. youth, persons with disabilities) and complained that guidance was dispersed, too complicated and too long.¹⁷ As a result, almost any targeting approach can be justified. With so much to digest, people also rely on word of mouth and the inevitable distortions/received wisdom/assumed understanding of common terms. The situation has not been helped by the high turnover of staff in IFAD since the outbreak of the COVID-19 pandemic.
37. An assessment of guidance given through internal processes of project design and quality assurance to uphold targeting principles since the 2008 Policy was beyond the scope of this ESN. The low quality of targeting in some case study PDRs does however suggest that there is room for improvement to ensure targeting principles are followed.
38. **The perception that targeting will be different for different situations has diluted the intention that targeting principles are universal across all IFAD activities.** Separate targeting guidance for different types of project (value chains, climate change, rural finance, infrastructure) has fuelled the use of different terminology and different interpretations. Some staff interviewed say that targeting is different in Low-Income Countries (LICs) and Middle-Income Countries (MICs). However, all countries share the need for investment in rural transformation and all experience relative deprivation among their populations, especially rural ones.¹⁸ Most interviewees indicated that principles can and should be universal but that guidance should make it explicit that operationalisation of the principles would be contextually appropriate.

B. Target groups

39. **Although there was no change in targeting principles and guidance between the 2008 Policy and 2018 (before the Revised Operational Guidelines came out), staff interviewed and PPE/IE case studies reviewed suggest shifts in interpretation over time.** The 2008 Policy noted a focus on the so-called 'active or productive poor'. This category 'active or productive poor' was adopted as default target group, especially by those espousing a value chain approach. However, the 2008 policy clearly highlighted a need to '*expand outreach to proactively include those who have fewer assets and opportunities, in particular extremely poor people as referred to in MDG 1¹⁹ and to include marginalized groups, such as minorities and indigenous peoples, and address their specific needs*'. The guiding intention for all IFAD programmes was to extend targeting to poorer and extremely poor but interviews and case studies indicate less attention was given to the extremely poor. The change in IFAD's strap-line from '*Enabling poor rural people to overcome poverty*' to '*Investing in rural people*' (2014) further fuelled the idea that IFAD was no longer concerned with poorer/extremely poor people and has led some staff to claim that 'we cannot target them'.
40. **The 2019 Revised Operating Guidelines for Targeting did not change the intention in the 2008 Policy to target the poorer/extremely poor, but it did**

¹⁷ In particular the SECAP guidance volumes 1 & 2 with 236 pages on guidance related to targeting, mainstreaming themes and socio-economic analysis.

¹⁸ For example, Argentina is an upper MIC but the PDR for PROSAF notes 'it is characterized by high income disparity and by high levels of rural poverty and growing food and nutritional insecurity.

¹⁹ Millennium Development Goal 1: Eradicate extreme poverty and hunger by 2015.

use language that is more resolute and go one step further, capitalising on Agenda 2030 to reinvigorate efforts. The 2008 Policy stated IFAD's target group included extremely poor people "*who have the potential to take advantage of improved access to assets and opportunities for agricultural production and income-generating activities*". In contrast, the 2019 Revised Guidelines stated that for those who cannot take advantage immediately, IFAD will promote a gradual approach to facilitate their access/enable them to benefit from interventions. It recognised IFAD's own growing experience of partnering and using graduation/mentoring approaches to empower harder to reach groups.

41. **Certain target group terminology risks being belittling and could perpetuate stigma.** Terms such as 'beneficiary', 'poorest of the poor', 'inactive poor' (implied corollary of 'active poor'), 'destitute', 'displaced persons' and even 'target group' are labels with connotations of passive recipients rather than people with their own agency and are not relevant to IFAD's principles of empowerment. 'The poor' is not a category that many people living in poverty would claim for themselves'.²⁰ Some of these terms are avoidable, for others no suitable alternative has been found. Furthermore, some labels potentially perpetuate stigma, especially in some cultures (such as divorced/separated and certain ethnicity labels) or should not be used at all (such as persons living with HIV/AIDs).
42. **There is confusion and inconsistency in the terminology used to describe targeting and target groups.** While the interpretation of who is poor/vulnerable depends on country context, it is still possible to use the same terminology to describe relative poverty but this is not done. Figure 4 illustrates the breadth and frequency of terms used to describe target groups in 20 documents. The issue is compounded when terms are translated inconsistently into different languages.²¹ Furthermore, terms vary within the same country context and within single projects. There were weak explanations and no common definition of what the terms 'vulnerable' or 'marginalised' meant. The definitions of "vulnerable" and "vulnerable groups" used in the 2017 Gender Glossary (but dating back to 2009) are not consistent with current discourse in IFAD related to climate change, food crises, conflict, etc.

Figure 4

Intended target groups mentioned in PPEs and PDRs



Source: ESN team elaboration based on PPEs and PDRs reviewed. Note: a bigger font size indicates a higher frequency of terms used across PPEs and PDRs.

²⁰ Andrea Cornwall and Mamoru Fujita. 2007. The Politics of Representing 'the Poor'. In Rosalind Eyben and Joy Moncrieffe (Eds). The Power of Labelling (pp. 48-64).

²¹ A glossary of terms has already been done on gender (2017).

43. **There is misunderstanding around targeting IFAD's priority groups 'women, youth, indigenous peoples and persons with disabilities'.** The Targeting Toolkit clearly states that these groups are from 'within different poverty groups' but there are instances where they are included as target groups without the qualifier adjective 'poor' and/or 'vulnerable'. Some guidance appears to suggest these groups are separate from the poor.²² Whilst such categorical targeting is easily understood and resource-light, without thoughtful refinement it can lead to leakage to, and even co-option by, non-poor (see paragraph 52 for further analysis). The guidance has also been interpreted to mean that all these groups should be priorities in all projects and that mainstreaming themes (youth, nutrition, environment and climate) should also be considered in all projects.
44. **The term 'target group' is primarily used for the intended poor/vulnerable beneficiaries but the guidance suggesting strategic inclusion of 'better-off' has led to confusion.** Rural poor people are the intended beneficiaries of IFAD's programmes and are part of wider systems. Provision of meaningful support for them requires investment in a range of actors within those systems. Guidelines have been unhelpful in making this distinction by referring to these other actors as target groups. For example, the Revised Operational Guidelines confusingly stated 'targeting can be flexible enough to include relatively better-off groups' intending this to be limited to farmers with sufficient assets to engage with markets, usually in order to act as role models, early adopters or lead farmers. If investment in these farmers is designed to stimulate the motivation and participation of poorer farmers, or to provide employment for poorer farmers they are intermediaries (means to an end) not target groups per se.²³
45. Furthermore, some case study project designs have interpreted the principle of targeting 'better off' beyond 'better-off' farmers to include the beneficiaries of investments needed to improve services for poor/vulnerable target groups. Suppliers (of inputs, equipment), service providers (financial, extension, business development, transport), buyers and processors should not be treated as target groups but may, importantly, be recipients of capacity building, technical and financial support, see Box 3. This is key to distinguishing between investment beneficiaries and target groups and ensuring that programmes are always designed to maximise benefits for rural poor people. Clear separation between target groups and intermediaries/service providers ensures clarity for monitoring and evaluation purposes, cost-beneficiary analyses and helps to separate and justify investments which are clearly intended to build an enabling environment for socio-economic development of rural poor people.

Box 3

Distinguishing between beneficiaries and target groups

The distinction is made in two case study PDRs. Senegal PCAE PDR makes it clear that target groups are a sub-section of beneficiaries and target groups are those with whom they have worked in previous projects. Although Viet Nam CSAT PDR includes medium and better off farmers as target groups (~20%) it notes 'these are not the prime target group. They are included in CSAT interventions because they have the ability to assist poor smallholders in commercial agricultural production for example through CG investments, and co-investments in agricultural demonstrations.'

Source: ESN team elaboration based on PDRs

46. **There is inconsistent definition of the terms direct and indirect beneficiaries and little guidance on these terms.** Direct beneficiaries (sometimes called primary beneficiaries) are usually defined across development agencies as those benefiting from project-funded activities. This creates a problem

²² Operational Guidelines on Pro Poor Value Chain Development identify 'very poor, poor and nearly poor' and social groups 'women, youth, indigenous peoples, disabled people'.

²³ There has been no systematic review to validate these assumptions and the contribution of this approach to 'leave no one behind'.

where investments are being made to non-poor within systems as noted above. However, indirect beneficiaries (sometimes called secondary beneficiaries) are generally defined as those who benefit as a result of improvements made to the direct beneficiaries e.g. the families/dependents of poor rural men and women directly engaged in project activities. While many projects do use the formula of multiplying direct beneficiaries by the average household size to estimate indirect beneficiaries, some calculations in the case studies include the population of entire communities or even districts and provinces. Recent IFAD operational documents on Core Indicators do distinguish between the number of persons receiving services supported by the project and the estimated total number of household members.²⁴ However, they do not adequately distinguish between the types of indirect beneficiaries (including potential spillover effects). Nor is practical guidance provided beyond directives to avoid double accounting.

Key points

- IFAD's documents and communication materials frame targeting as a comparative advantage distinct from other financing institutions. Governments and partners recognise IFAD's commitment to serving the needs of poorer populations regardless of the countries' economic classification.
- IFAD's targeting principles in the Revised Operational Guidelines bring them more in line with Agenda 2030 and the pledge to leave no one behind. They use more resolute language and go one step further than the 2008 Policy to target poorer or the poorest people
- Staff and consultants have not followed the many new operational documents over time.
- The perception that targeting will be different for different situations has diluted the intention that targeting principles are universal across all IFAD activities.
- Target groups are sometimes unclearly defined and defined in multiple ways. There is also misunderstanding around targeting IFAD's priority groups 'women, youth, indigenous peoples and persons with disabilities' and inconsistent use of the terms direct and indirect beneficiaries.
- The term 'target group' is used for the intended poor/vulnerable beneficiaries and sometimes erroneously also includes intermediaries and service providers. Guidelines have not made this distinction but it is key to ensure that programmes are always designed to maximise benefits for rural poor people.

IV. Relevance of targeting in project designs

47. **Given the clear principles of targeting rural poor people, project designs would be expected to demonstrate people-centred development approaches in all contexts.** IFAD works in a wide range of countries, contexts and with differing expectations from Governments, but given its core intention of improving the lives of rural poor people, there is a need to apply targeting principles to all aspects of project design. These include a clear understanding of the target group, the dynamic nature of their experience of poverty and effects of multiple deprivations (inter-sectionality) as a starting point, as well as assessing in what ways these people can best be reached and what interventions, partnerships and intermediaries might work most effectively to improve lives.

A. Poverty, vulnerability and livelihoods analyses

48. **Poverty and livelihoods analyses are recommended as an essential part of project design in the Policy, Guidelines and How To Do Notes²⁵ but they lack key information and analysis.** They are expected to identify obstacles to

²⁴ IFAD 2021 Core Outcome Indicators Measurement Guidelines; IFAD 2022 IFAD's Core Indicators Framework.

²⁵ The IFAD toolkit on Poverty targeting, gender & empowerment includes How to do notes for project design and implementation.

and opportunities for poverty reduction, looking at processes of exclusion, vulnerability or disempowerment. However, in the case study PDRs they are more often descriptions of current condition rather than analyses able to provide insights into the opportunities and risks of interventions tailored for specific target groups.²⁶ Nor do they adequately recognise the target groups' priorities, constraints (also raised in Evaluation Synthesis Reports on Inclusive Financial Services and Gender), assets, labour capacity, aspirations, perceptions of risk and the dynamic nature of poverty.²⁷ A lack of understanding of how poor people assess risk may lead to self-exclusion. As all IFAD programmes anticipate some kind of behaviour change among target groups, there is an intrinsic need to analyse their capability, opportunity and motivation for change. Furthermore, there is limited evidence in the case studies of PPEs/IEs reviewed that the advice in the IFAD 2008 targeting policy to undertake poverty and livelihoods analyses throughout the life of the project to ensure that responses are current and appropriate was taken.²⁸

49. **The social component of the Social Environmental and Climate Assessment (SECAP) does not adequately replace the detailed social assessments conducted in the past as a means to define target groups.** The SECAP 2021 guidelines frame SECAP as a risk assessment and means to exercise due diligence. Therefore, the social component rightly should focus on labour, resettlement and indigenous people's issues.²⁹ Unfortunately, SECAP has been treated as a substitute for Annex/Appendix II/2 on Poverty, Targeting and Gender found in earlier PDRs.³⁰ Both Annex II/2 and SECAP are not sufficiently analytical and draw on a limited range of research sources. However, SECAP reduces the social component to a few pages, does not identify entry points for working with segmented target populations and is generally authored by environment/climate change experts rather than social development experts. Few Annex II/2s indicate that primary research was conducted during design³¹ but there is no evidence of this in case study SECAP documents reviewed.³² Opportunities to base targeting decisions on listening to poor people and collaborating to generate solutions, as stated in the 2008 Targeting Policy, are diminishing. Reviews of case studies show that only 38 per cent of older projects (PPEs and IEs) have engaged with target groups in a participatory manner to identify priorities and groups to be targeted. The practice is declining in newer projects (PDRs) where only one out of 10 cases examined has done so.
50. **Delaying poverty, vulnerability and livelihoods analysis until project start-up is too late and contributes to reliance on solution-led project designs rather than designs which are responsive to rural people's agricultural-related priorities.** A number of PDRs reviewed indicated that detailed analyses will be undertaken at baseline or during early implementation, which is at odds with the guidance provided.³³ This means that PDRs on which the PIMs are based do not provide the needed clarity on the target groups nor differentiated pathways of change. Furthermore, PPEs indicate that target group analyses and strategies planned for the first year of projects are often delayed or never completed. Without

²⁶ Long serving IFAD staff reported that poverty/social analyses used to be better in the past, especially those including participatory approaches.

²⁷ The experience of poverty changes as a result of family life cycle events, from season to season, as a result of conflict, global crises, climate change.

²⁸ An exception (outside the ESN sample) was WUPAP in Nepal that demonstrated a sequenced approach which adapted to changing needs post conflict towards transition and revisited the context and definition of target groups using a wealth ranking approach.

²⁹ Often action related to indigenous peoples is framed narrowly only in terms of applying principles of Free, Prior and Informed Consent (FPIC).

³⁰ Following a directive to reduce the size of PDRs around 2017, Annex II/2 was dropped.

³¹ For example, the PDR of the Guyana Hinterland Environmentally Sustainable Agriculture Development Project (2016) provides outcomes of focus group discussions conducted with target groups during design (annex 2).

³² Covid may have restricted this possibility but other organizations were actively using remote research and local expertise to fill these gaps during this period.

³³ IFAD How to do Poverty Targeting, Gender Equality and Empowerment during Project Design (2017); IFAD Revised Operational Guidelines on targeting (2019).

these analyses design faults are inevitable and partnerships needed to complement and contribute to intervention efforts are not well anticipated at design. Resource constraints are cited as the reason for less detailed and/or delayed analyses. However, effectiveness and impact are at significant risk and ways to fill this gap have not to-date been sufficiently encouraged (for example, through suggesting in-country reference groups to provide up to date critiques of targeting intentions, partnerships with research institutions, longer design periods).

51. **Project designs use broad unsegmented categories of target groups.** Target group labels such as 'women', 'youth', and 'indigenous population' are unhelpful but widely used. Worse are labels such as 'women and youth'.³⁴ They do not take into account differences in socio-economic status, education and skills, their social networks and support systems, aspiration and circumstances that motivate participation/engagement in IFAD project activities. The evaluation found that newer PDRs, in particular, use these broad-brush categories to demonstrate response to corporate thematic foci and as a result fail to provide clear pathways of change for the different groups.³⁵
52. **The tendency to include many target groups has increased from case studies on PPEs/IEs to the new PDRs.** Ten out of 13 PPEs/IEs reviewed include a diverse range of apparently intended target groups (some of which include target groups beyond IFAD priority groups which were overlooked in actual implementation (See example in Box 4 below). The review of PDRs indicated that this continues and is exacerbated by the perceived need to include all priority groups and mainstreaming themes in all projects,³⁶ resulting in diluting actual project target group focus. No project designs reviewed clearly explained why some groups would not be targeted when this should be considered good practice. No project designs referred to how the range of target groups might be supported by other projects in the country programme. This would explain how the corporate imperatives were being addressed in a coherent way but not necessarily in all projects.

Box 4

Inclusion of diverse target groups without implementations strategies in IFAD projects

In reviewed case studies (PPEs/IEs), various groups are often stated as project target groups with no specific interventions or strategies identified to reach these groups. For example, Nepal-WUPAP stated bonded labourers as one of its target group, however, there was no livelihood analysis undertaken for this group to understand its priorities and constraints, nor any strategies or interventions to reach them. Consequently, while bonded labourers mentioned as one of the project's target groups, nothing was reported on the achievement concerning this target group in the project PPE and PCR. Similar cases are also found in Rwanda-KWAMP (orphans, people living with HIV/AIDS) and Ghana-RTIMP (unspecified "other vulnerable groups").

Source: ESN Team Elaboration

53. **In the absence of adequate contemporary analysis of target groups, assumptions are made about typologies, which may not hold true.** Indigenous people, female headed households, divorced or widowed women, some ethnic groups, landless and some livelihoods groups are often assumed to be poorer than the main population without up-to-date data to support the

³⁴ The Evaluation Synthesis Report on Rural Youth (2014) found that this approach did not work. "Evaluations noted that grouping young people with other vulnerable groups and implementing self-targeting approaches alone did not lead to success.

³⁵ The design of the Zimbabwe Smallholder Agriculture Cluster Project (SACP) notes that successful women and youth inclusion requires special project-resourced and focused strategies.' But provides no evidence of this in the ToC which says 'Targeted technical assistance for rural women, men and youth on climate smart agriculture, business planning, financial literacy and nutrition skills', providing no differentiated pathways.

³⁶ Since 2019, IFAD is promoting an integrated approach to gender, youth, nutrition, environment and climate to ensure activities around each theme are implemented in a complementary manner for maximum impact. IFAD, 2020. Mainstreaming Environment-climate-change-gender-youth-and-nutrition.

assumptions. Intentions to confirm socio economic status through some kind of community consultation (such as community-based wealth ranking) are absent from case study PDRs. The assumptions made about target group typologies are rarely challenged in project missions and evaluations.

54. **Participatory approaches are clearly advocated by IFAD to refine definitions of target groups and respond to needs, but these are perceived by some IFAD staff as resource intensive and time consuming.**³⁷ The Targeting Toolkit argues for using participatory approaches as a means of incentivizing targeting.³⁸ However, this intention is rarely understood by implementers and participation is reduced to one-way provision of information on project intentions (e.g. to communities, local government)³⁹ or to validation of targeting approaches only. In many cases, participatory engagement with target groups and their representatives is dropped altogether. Where there has been success achieved in the past, for instance in Chad (PPE),⁴⁰ or where participatory approaches are culturally normalised, such as in Morocco, there is more willingness to continue this practice.

B. National Poverty Data/Systems and other targeting instruments

55. **Most case study projects adhere to targeting guidelines by using national targeting systems in a bid to enhance ownership, coherence and relevance for Governments.** Just over three quarters (78 per cent) of case study projects (PPEs, IEs, and PDRs) used national poverty data and 27 per cent of them were able to augment this with granular household level targeting data.
56. **Government household-level socio-economic databases have improved thereby providing a more reliable way to target.** Over the last two decades, Governments have introduced systems for their own budgeting/targeting needs especially for social protection programmes. While their accuracy varies, they are nevertheless nationally accepted instruments for household classification intended to improve targeting efficiency and transparency. Study cases show that IFAD has used or intended to use Government data systems in some projects (See box 5 below for example). In Mexico, IFAD was required to use government instruments to channel resources to target groups. Where Government data is unavailable, IFAD has adopted a recognised alternative (China, expert-based poverty scorecard). There is no evidence to show that project designs use a critical eye to review the rigour or validity of Government instruments.

Box 5

The use of national poverty data/targeting systems in IFAD projects

IFAD has used or intended to use the existing national poverty data or targeting systems in some of its projects. In Rwanda, IFAD has used Ubudehe to inform its targeting. Ubudehe is a long-standing cultural system of mutual help that was adopted by the Government of Rwanda in 2000 as a basis of classifying all households. Currently, five categories are used which enables special focus on categories C and D to provide support for graduation out of poverty. In Pakistan, the KT-RETP project (PDR) promotes the use of the Poverty Score Card (PSC)-a national socio-economic registry developed in 2010 to identify families eligible for support from the Benazir Income Support Programme (BISP). The registry classifies 27 million households using a proxy means test based PSC

³⁷ 2008 Targeting Policy; 2017 How to do note on project design; 2019 Revised Operation Guidelines.

³⁸ The International Association for Public Participation (IAP2) has developed Spectrum of Public Participation to guide agencies in determining appropriate level of stakeholder engagement that define the public's role in any community engagement programme. IAP2 Spectrum of Public Participation can be accessed here: https://cdn.ymaws.com/www.iap2.org/resource/resmgr/pillars/Spectrum_8.5x11_Print.pdf

³⁹ Consultation meetings are not the same as participation. Triangulated information from the Sub-regional Evaluation of countries with fragile situations in IFAD-WCA (forthcoming) also confirmed the "superficiality" of consultations with target groups in most projects.

⁴⁰ Chad Pastoral Water and Resource Management Project in Sahelian Areas (PROHYPA) used a participatory pastoral diagnosis (PPD) originally developed by French Development Agency (FDA).

promoted by the World Bank. In Argentina, PROSAF (PDR) describes its intention to target households already receiving government social protection.

Source: ESN team elaboration

57. **Geographic targeting is widespread, endorsed and requested by governments.** Most case study projects adequately targeted areas with high numbers or proportions of rural poor people. Among the case study PDRs, there is evidence of increased use of climate vulnerability as a determinant of target areas, sometimes in addition to rural poverty, which is in line with the 2019 Revised Operational Guidelines on Targeting.⁴¹ In contexts of fragility, successive investments in the same geographic area also make learning and implementing lessons easier.⁴² However, geographic targeting is insufficient on its own to leave no one behind and prevent disproportionate benefit leakage to the non-poor. Area approaches are criticised when they are too large and spread resources too thinly.⁴³
58. **Despite improvements in Government targeting instruments, Community-based targeting still has value as a means to validate and reduce inclusion/exclusion errors.** Community-based targeting was in the past a preferred instrument for IFAD where government data was unavailable or unreliable and improved outreach in poor areas.⁴⁴ It continues where there is precedence and experience, for example in Nepal and Tajikistan,⁴⁵ and enjoys high levels of social acceptability within communities.⁴⁶ It remains relevant where government data is out of date and/or where exclusion errors are persistent, but context-specific risks of local elite capture still need to be mitigated.

C. Intervention strategies

59. **The 'leave no one behind' mandate embodied in the 2030 Agenda has given rise to unwarranted concern among some IFAD staff as a departure from its targeting policy.** Yet, the 2008 Targeting Policy is clear on IFAD's focus on extremely poor people.⁴⁷ Furthermore, evidence shows that IFAD has experience to achieve this mandate through:
- **Graduation/mentoring approaches.** These are usually implemented in partnership with existing social protection schemes or in collaboration with humanitarian relief rehabilitation programmes. Graduation and mentoring approaches have demonstrated potential including in Tunisia and Kenya.⁴⁸ However, based on the BRAC model developed in 2002, they are not a panacea and do not always yield the results anticipated.⁴⁹ Good coaching/mentoring is key.⁵⁰ IOE evaluations found facilitators of various kinds play an important role to ensure projects reach the poor and are

⁴¹ Findings from Thematic Evaluation on Climate Change Adaptation (2022).

⁴² Sub-regional Evaluation of countries with fragile situations in IFAD-WCA (forthcoming).

⁴³ PPE Chad PROHYPA, PPE Morocco PDRMO, plus both the Evaluation Synthesis Report on Community Driven Development and Evaluation Synthesis on Fisheries and aquaculture note too large geographic areas are problematic.

⁴⁴ Evaluation Synthesis Report on Community-driven development.

⁴⁵ The newly approved design of CASP+ PDR in xx states it will conduct Participatory Wealth Ranking exercise at community level to complement its targeting; the exercise was conducted in the previous IFAD-funded project, LPDP (2011-2018).

⁴⁶ Rahman, 2022, Literature review on Targeting the Poor and the Ultra-Poor.

⁴⁷ It explains that while the focus of IFAD was on the 'active or productive poor', there was a need to 'expand outreach to proactively include those who have fewer assets and opportunities, in particular extremely poor people (...) and to include marginalized groups, such as minorities and indigenous peoples, and address their specific needs'.

⁴⁸ Projects IESS-Kairouan, Tunisia, and PROFIT and to a lesser extent KCEP-CRAL in Kenya (IOE Kenya CSPE)

⁴⁹ Kidd, Stephen and Diloa Athias (2019). The Effectiveness of the graduation approach; What does the evidence tell us? Development Pathways Issue 27, raises many questions about the inflated achievements of the graduation approach. Evaluation of the non IFAD Graduation Approach in Honduras found costs outweighed benefits source: <https://www.poverty-action.org/study/graduating-ultra-poor-honduras>. Other countries' graduation approaches showed mixed results; <https://www.poverty-action.org/impact/ultra-poor-graduation-model>

⁵⁰ ADB Brief #169 (2021) Assessment of the impact of the graduation approach in the Philippines: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/682781/adb-brief-169-impact-graduation-approach-philippines.pdf>

inclusive.⁵¹ Governments are attracted to this approach not least of all because of the growing international evidence of achievement.

- **Labour intensive approaches to create waged employment.**⁵² Where labour intensive approaches were used for the benefit of those categorised as 'left behind', the benefits were not always monitored or evaluated (See Box 6 below). For other projects with infrastructure components, it was not made clear whether the design had considered using labour-intensive approaches or not. IFAD personnel were not always aware of the potential of these interventions.

Box 6

The use of labour intensive approaches to benefit IFAD target groups

Bangladesh CCRIP (PPE) used labour-contracting societies (LCS) involving 5,723 poor women and men for road and market-infrastructure construction. More than 1.8 million labour days were generated for LCS members (41 per cent of which were women). The PPE found that LCS employment provided short-term consumption support for poor women (and men) and enabled some of them to engage in longer-term income-earning activities. However, this outcome was undervalued in the project objectives.

In other projects where the labour intensive approach was applied, the benefit to target groups was not examined, for example, Nepal-WUPAP PPE and Rwanda-KWAMP PPE. Reviewed PDRs which have infrastructure components (Vietnam CSAT and Zimbabwe SACP) did not clarify if they intended to use a labour intensive approach.

Source: ESN team elaboration based on PPEs

60. **Efforts to reach the poorest and/or most vulnerable are also supported through partnerships with organisations to address basic needs and policy engagement.** Partnerships have often been forged to fill gaps where IFAD either has limited capacity, resources or where governments have restricted the use of loans to infrastructure. However, reviewed PPEs show that partnerships are sometimes inadequately secured to meet the intended objectives.⁵³ There are examples of IFAD advocating for inclusive policy and practice in Government programmes, for example in Mexico and Vietnam.⁵⁴ The Senegal Agriculture and Livestock Competitiveness Programme for Results (PCAE-PforR) PDR highlights that IFAD, as a co-financer with the World Bank, is particularly concerned with enhancing the inclusiveness of the programme. It details its key role in policy advocacy to influence Government to make more equitable budget allocations in favour of poor smallholders for seeds, vaccinations services etc.
61. **Still, sometimes weak segmentation and analysis of target groups combined with perceived diminishing opportunities for direct engagement of target groups during design limits customization and ultimately the effectiveness of interventions.** The review of both case study PPEs/IEs and PDRs suggests that sometimes standardised interventions, or solution-led intervention strategies are used. These are not well-adapted to contexts or particular circumstances of target groups and do not necessarily learn from weaknesses in design identified elsewhere. Eight out of 10 PPEs reviewed show adverse effect of this shortcoming on projects performance.⁵⁵ Products and

⁵¹ Evaluation Synthesis Report on GEWE (2017), Inclusive Financial Services (2019), Community-driven development (2020), and Corporate-level Evaluation on pro-poor value chain (2019). Georgia-RDP is a case where poor people in remote areas were successfully targeted through a village counsellor system established by financial service providers.

⁵² The evaluation synthesis on Infrastructure (2021) highlights infrastructure projects in fragile countries (usually labour-intensive) offer opportunities for farmers to increase their income sources through food or cash for work.

⁵³ Bangladesh CCRIP project intended to forge links with another IFAD project (PACE) to link labour-contracting society 'graduates' to financial institutions but the latter worked with micro-enterprises and could not accommodate CCRIP's target group. Belize BRFP design was predicated on linking loan provision with the EU-funded BRDP II enterprise development project, but this subsequently became an infrastructure project only. Rwanda's KWAMP partnership with the World Food Programme to provide 'food for work' also fell through with the withdrawal of funding from WFP.

⁵⁴ Interviews.

⁵⁵ Ghana RTIMP assumed that target groups would be able to replicate 'good practice centre' advice but the PPE concluded these centres were far beyond the capacity of small farmers to replicate. Malawi RLEEP found the potato

services have been promoted which are not priorities or appropriate for target groups. Suggestions that this is a casualty of reduced design budgets is disputed by some IFAD staff, while it is acknowledged that travel restrictions related to COVID have recently limited opportunities for direct engagement. However, there are Country Directors (Tunisia, Morocco, Viet Nam) who have optimised the use of available resources (including grants) and have been able to ensure that interventions are appropriately customised for particular contexts and target groups.

62. **Targeting within different project types is managed differently but does not need to be.** IFAD distinguishes projects by intervention typologies (e.g. value chain approach, climate change adaptation, infrastructure, rural finance etc.). Very few projects actually fit into a single typology/theme, so adjusting targeting by project types makes limited sense. Some IFAD staff felt that the principles of targeting should remain valid across all types or combinations of types of interventions.
63. **Value chain projects are not 'an exception' with regards to targeting** if it is accepted that all beneficiaries of investment are not necessarily the target group (see paragraph 44 above). Adopting a value chain approach rather than a market systems approach is one reason why some argue for a focus on active/productive poor who can participate and benefit directly in a linear profit- added chains. In-country value chain analyses focus on hypothetical profit margins between links in the chain and not on the benefits for poor people that can be influenced by the project at each link of the chain. Market systems, which are rarely used as a framework for identifying interventions, enable a more holistic comprehension of how poor people interact with the system.⁵⁶ A systems lens enables better analysis of the positive and negative effects of interventions in parts of the system.⁵⁷ The important prefix to value chain approaches is 'pro-poor' to ensure optimum and diverse benefits for intended target groups of the poor, but this is often not used.

Box 7

Systems approaches

Critically, IFAD is increasingly recommending adopting systems approaches to programmes and concomitant segmentation of target groups rather than limited linear chain approaches. However, there remains confusion over the nomenclature. The food systems approach promoted by the UN Rome-based agencies does not adequately capture the wider agriculture systems within which smallholder farmers operate. Market systems also include non-food agriculture (for example cacao, copra, fibres, pharmaceuticals, dyes, fuel, resins, etc.). In development parlance, market system support is intended to meet both economic and nutrition outcomes and therefore provides a better lens for most of IFAD's programmes than the more narrow food systems lens. Taking a market systems approach includes consideration of food systems but ensures that the full range of livelihood options and actors are identified to ensure support is channeled to improve participation and resilience of smallholders. USAID has consciously made this shift in order to better map systems actors.

Source: ESN team elaboration with insights from <https://www.agrilinks.org/post/balancing-systems-making-food-and-market-systems-work-nutrition>; <https://beamexchange.org/>

64. **Some projects have tried to design value chain approaches specifically for poor farmers.** Box 8 shows key factors contributing to effective outreach to

value chain was unsuitable for poor farmers as potatoes require a high level of investment. It also invested in Farm Radio but poor farmers reported they did not have the resources to purchase radio sets and batteries.

⁵⁶ For example, as waged agricultural workers, seasonal workers, in informal markets, as consumers (of produce, services and agricultural inputs), as employees in processing, packaging, transportation of agricultural inputs/produce, as local vaccinators, sprayers, tractor drivers.

⁵⁷ Systems thinking in IFAD is implied by the statement 'Value chains can be inclusive of poor rural people not only at the primary production level but also at other levels of the value chain, such as in processing, transport, input and other service provisions and through the creation of employment and microenterprise development'. Operational Guidelines for IFAD's Engagement in Pro-poor Value chains.

poorer small-scale producers. In efforts to use self-targeting, commodities selected in design have been those more likely to be grown by poorer farmers. There are obvious reasons why the poor grow these; for own and local consumption, tradition, less costly inputs. However, this is not necessarily a good way to target. As some PPEs pointed out profits may be low and the chances of market saturation and price depression are high.⁵⁸ Often what poor families want is reliable decent employment either all year or in their own off-peak farming seasons. Value chain projects reviewed insufficiently accounted for this, with the exception of PDRMO Morocco where the PPE reported time and cost savings.

Box 8

Factors contributing to effective outreach to poorer small-scale producers

- (i) Selecting commodities requiring little land or capital investment and involving intensive, unskilled labour inputs (considering the risks mentioned above);*
- (ii) Enforcing pro-poor requirements for agribusinesses as a condition for obtaining IFAD project support;*
- (iii) Community-based groundwork and mobilization of producer groups combined with other activities; and*
- (iv) Previous work in the same area establishing the productive base and local knowledge, and a participatory approach to design and implementation.*

Source: IOE 2019 Corporate-level evaluation on value chain development

65. **Some projects have used dedicated budgets to ensure interventions can be directed to specific target groups.** In PROHYPA Chad the budget provision for women was important as it enabled some activities to continue after the Swiss Agency for Development and Cooperation's withdrawal. In Rural Kenya Financial Inclusion Facility (RK-FINFA), target group disaggregated budgets are dictated by government policy. Careful consideration nevertheless needs to be given to ensuring the provision does not result in siloed action insufficiently integrated into the project.
66. **Interventions for priority groups are not always well integrated in project designs.** Specific interventions appear to be 'add-ons', such as promoting improved cooking stoves, renewable energy kits, kitchen gardens, and craft activities for women. Whilst project designs rightly justify these (reducing women's workload, improving nutrition, diversifying incomes), they divert resources from the main project focus, are outside of the core pathways of change and appear to be included largely to satisfy corporate thematic foci. Furthermore, they often challenge implementing agencies (e.g. Agriculture departments), as the interventions are not within their remit.⁵⁹
67. Other well-known issues that continue to hinder the effectiveness of targeting include: mandatory and high financial contributions from beneficiaries, although there are also examples of projects that waive these,⁶⁰ and, the fulfillment of eligibility criteria by districts and provinces to receive project support, limiting outreach to poorer areas.⁶¹

D. Pathways of change

68. **Existing targeting and value chain guidelines advise design and implementation teams to define clear pathways of change for target groups, but few fulfil this expectation.** IOE provides reconstructed project ToCs to provide a theory basis for PPEs. The project designs reviewed that were

⁵⁸ PPE Ghana RTIMP; Malawi RLEEP impact assessment 2017 and PPE; also in the Viet Nam CSAT PDR it suggests value chains suitable for poor (including Khmer) '*peanut, rice, chicken, and coconut value chain should be considered to be invested*' while the financial analysis indicated that investment in rice and coconut is not profitable.

⁵⁹ Various PPEs

⁶⁰ Financial contributions were waived in Pakistan KP-RETP and Ghana Rural Enterprise Programme for those who could not pay them.

⁶¹ IOE Indonesia CSPE (forthcoming).

approved in 2021 were expected to use ToCs to summarise the pathways of change for target groups. However, few ToC schematics and/or narratives fulfil this expectation. Of the ten recent PDRs reviewed only four provided a pathway of change and within these four, diverse target groups were combined (e.g. women and youth). IOE reconstructed ToCs also often lack focus on target groups. ToCs that are considered in-house as good examples of focus are those that only limit the number of commodities, but they do not define pathways of change for target groups – the very people who are meant to benefit.⁶² In the case studies, there is a lack of clarity on the relationships between investments in intermediaries and the benefits that should result for target groups. Interviews for this study have revealed that ToCs are perceived as ‘another compliance requirement’ and are often compiled by consultants at the end of the design phase. They are not used as a tool that can engage partners early in design in a shared, co-creation of realistic pathways of change, thereby building shared and clear understanding, anticipating and mitigating risks and assuring design feasibility and evaluability.

69. **ToCs are sometimes limited to impacts on income and do not include the contributions of complementary programmes which have explicit value added.** Income does not necessarily represent what target groups most want from projects. Various IFAD documents acknowledge the range of desired outcomes including both economic and social. As noted above, partnerships are often forged to fill gaps where IFAD has limited capacity, resources or expertise but these partnerships are not explicit in the ToCs or in the design narrative. The complementarities and synergies are key to achieving outcomes.

⁶² IFAD 2022 Achieving Rural Transformation; Results and Lessons from IFAD Impact Assessments

Key points

- Poverty and vulnerability analyses are recognised as essential for project design but their quality and timeliness are limited, worsened by the loss of the annex on Poverty, targeting and gender since 2017.
- Target groups in project designs are sometimes unsegmented and based on assumptions, rather than contextual analysis. Participatory approaches to refine target groups definitions and understand priorities are successfully used in some cases but can be limited or altogether absent in others.
- More Governments have socio-economic databases that can be used for targeting. IFAD has used these where possible but uncritically.
- Geographic targeting of areas with high numbers or proportions of rural poor people is widespread, endorsed and requested by governments, and there is evidence of increased use of climate vulnerability as a determinant of target areas. Community-based targeting is still used and remains relevant to validate and reduce inclusion/exclusion errors.
- IFAD has experience targeting poorer and the poorest people using different means, including graduation/mentoring approaches and labour intensive approaches for waged employment. Other keys ways of working are through partnerships to address basic needs and policy engagement to advocate for inclusive government programmes. Supportive operational measures also include using dedicated budgets to ensure interventions can be directed to specific target groups.
- Intervention strategies can sometimes suffer from limited customization to local contexts and target group priorities, reducing the effectiveness of interventions. Interventions for priority groups are not always well integrated into the core project design.
- Pro-poor value chain projects are more able to target poorer people when they take a systems lens and integrate key factors into project design and implementation.
- Schematic and/or narratives on project theories of change in project designs do not often mention target groups making it difficult to understand the pathways of change for different target groups.

V. Effectiveness of targeting in IFAD-supported projects**A. Metrics and instruments for measuring targeting performance**

70. **Effectiveness of targeting cannot be ascertained without the disaggregation of quantitative and qualitative data by target groups.** All the PPEs reviewed noted that there was a lack of disaggregated data from which to deduce target group outreach and outcomes.⁶³ Nevertheless, IOE only made recommendations to improve targeting data collection and analysis in four out of ten of the case study PPEs. It is acknowledged that a step forward has been made with log frames and corporate requirements stipulating gender disaggregated data and more recently age- and indigenous peoples- disaggregated data. Still, the numbers which get fed into corporate results management systems on outreach and core indicators are not always useful for projects to establish what works and for whom and to be able to adapt and improve on interventions during the life of the project. Target group disaggregated indicators are not the same as targets for outreach yet many projects rely solely on the latter. Logframes reviewed primarily contain RIMS (pre 2017) or ORMS indicators and are inadequate for understanding change by target group.

⁶³ In some cases this would be straightforward e.g. in the design of Pakistan KP-RETP targeting uses the household poverty scorecard enabling easy disaggregation but it is not clear if this will be done.

71. Poor disaggregation can also lead to multiple accounting. For example, a project may have specific activities for women counting them as direct beneficiaries but also counting them as members of direct beneficiary households, as youth and potentially again as indirect beneficiaries. These methodological issues inflate outreach numbers and make cross-project and cross-country comparisons impossible.
72. **The lack of clarity in pathways of change for target groups leads to weak articulation of change indicators.** There is no evidence of ToCs in case study PDRs providing the basis for developing indicators to demonstrate process and outcome change for target groups. The logic in logframes and ToCs are not always consistent. Numbers of people trained or reached with services are supply -input indicators required for MIS and efficiency assessments but they are not adequate to describe the change in behaviours ('what do people do differently?') resulting from the programme. The recent guidance for measuring core indicators (2021)⁶⁴ has included intentions to measure behaviour change outcomes by a new indicator on empowerment⁶⁵ and two new indicators on stakeholder feedback.⁶⁶ Case study PDRs were designed before dissemination of these new guidelines so the application and adequacy of these measures could not be ascertained. Analytical review by the ESN finds that the empowerment indicator will be measured using quantitative survey instruments only. Indicators for the project supported service provision/intermediaries do not describe what they do differently to provide services for, to include or to support the target group better.⁶⁷
73. **Some projects, especially infrastructure and rural finance projects put more focus on the physical outputs than on the outcomes for people.** Lengths of roads, numbers of rehabilitated market places, area coverage for irrigation are recorded as ends in themselves when they are means to ends.⁶⁸ Similarly, rural finance projects measure services and products without also measuring how these services are used to improve the lives of poor people. In addition to outputs, benefits and outcomes for rural poor people also need to be measured. Pakistan KP-RETP design includes a ToC which is clearly target-group - led compared to Kenya RK-FINFA which is financial services-driven.
74. **Indicators which are key for target groups are not necessarily measured in evaluations.** Benefits which are important for target groups, especially from relatively short term projects, are not the conventional IFAD measures of income or assets/savings.⁶⁹ Poor people value cost savings, time and effort savings, waged employment (predictable payments), security of access to productive land, timely access to high quality inputs and services, improved production practice, diverse and sufficient family meals, reduced stress.
75. **There is insufficient use of alternative and target group appropriate means to gather information on positive change.** The case studies show a preference for large quantitative surveys as means to demonstrate target group outcomes. But baselines are often undertaken too late and poorly designed and implemented. PPEs regularly report inadequate evidence either from the project's own Monitoring and Evaluation (M&E) system or from baseline/endline studies from which to

⁶⁴ IFAD 2021 Core Outcome Indicators Measurement Guidelines

⁶⁵ Comprising a composite empowerment index based on simplified version of project- Women's Empowerment in Agriculture Index (pro-WEAI) which relies on self-reporting.

⁶⁶ Satisfaction with project supported services and self-reported capacity to influence decision-making of local authorities and project supported service providers

⁶⁷ For example, indicators such as # new jobs (for target group) provided at/above national minimum wage, #/size agricultural loans provided to first time borrowers (target group) without collateral) could be measured.

⁶⁸ For example, Employment generated, farmer access to remunerative markets, cost savings on transportation, increased agricultural production.

⁶⁹ Note that the PPE Tajikistan KLSF found that incomes declined for target groups, but that they still highly valued the technical assistance and training.

deduce achievements.⁷⁰ PPE teams make up this deficit with a limited number of interviews, focus groups and field visits. The evaluation found that more judicious use of periodic qualitative progress evaluations supported by low key simple-to-manage survey tools capture information well about how target groups engage, use and value interventions.⁷¹ There are many participatory evaluation approaches which IFAD could use more widely including for example Sensemaker, outcome mapping, participatory-GIS, Most Significant Change. These use visual and story-telling techniques among others to assess change and can be augmented by direct observation. These are particularly suitable for IFAD as they fulfil the dual objectives of context-specific co-analysis and contributing to community and individual empowerment.⁷² Box 9 describes an approach used in IFAD to involve target groups in evaluation.

Box 9

Potential use of PIALA as an alternative approach to produce participatory and rigorous impact assessment

PIALA (Participatory Impact Assessment and Learning Approach) was developed for IFAD, with additional funding from the Bill and Melinda Gates Foundation. PIALA was piloted in two IFAD projects, DBRP in Viet Nam and RTIMP in Ghana. The PPE of RTIMP used the PIALA analysis and data throughout the evaluation process. The PIALA methodology uses a ToC and a participatory sense-making approach to answer, among others, the following questions: "what has changed (or not) for whom and why"; "how sustainable are these changes likely to be"; "what are the impacts and what has caused these changes". Household survey, focus group discussion with community members, and key informant interviews with district- and national- level stakeholders were conducted. A participatory sense making approach was facilitated with target groups and local officials to analyse together the emerging evidence of project contribution. PIALA's mix of processes and methods provides an alternative to the classic counterfactual-based evaluation, however, it is not widely used in IFAD.

Source: ESN Team elaboration based on RTIMP-Ghana's PPE and final report on the participatory impact evaluation.

76. **Evidence suggests some projects do not sufficiently reflect on the effectiveness of their targeting approaches or do so too late.** Monitoring is skewed towards providing MIS dashboard information and meeting efficiency exigencies rather than a tool to examine and adjust targeting effectiveness. Projects sometimes put more emphasis on what implementers are doing rather than why. While there are examples of projects adapting their targeting strategies during implementation, it is often at mid-term, which is too late in projects lasting five to six years. The case study PPEs often note that outcomes are compromised by late adjustment or introduction of new approaches to achieve better targeting.
77. **Comparisons of the cost effectiveness of different intervention strategies for different target group cannot be deduced because of the lack of clarity in target group specific pathways of change.** The ARRI paper provides a review of targeting including efficiencies and concludes that participatory approaches are time and cost-intensive. Review of this and graduation approaches which are similarly criticised was beyond the scope of this study but without disaggregated data which describes progressive change for target groups it is not

⁷⁰ For example, Chad PROHYPA, Malawi RLEEP heavily criticised for their weak baseline data; Tajikistan KLSP had to repeat baseline data collection due to change in target areas three years into the project, with impact assessment just two years later.

⁷¹ In particular using open-source mobile data collection platforms (e.g. Open Data Kit/ODK). A participatory monitoring system was proposed for Chad PROHYPA and would have been appropriate given the vast area covered by the project but it never materialised.

⁷² The SAGE Handbook of Participatory Research and Inquiry (2021) volume 2, Eds Danny Burns, Jo Howard and Sonia Ospina provides a particularly good resource for tried and tested participatory evaluation approaches. ESN notes only Most Significant Change (MSC) is presented as a possible tool by the IFAD Knowledge Management Unit and there is little acknowledgement of the wealth of other robust and rigorous mixed method and participatory approaches to evaluation.

possible to make fair comparisons. The lack of cost per beneficiary data disaggregated by different target groups also limits analysis.

B. Capacity of implementers of the targeting strategy

78. **Effectiveness of IFAD's programme depends heavily on implementation by Government partners.** Not only do there need to be shared definitions of target groups, but also a clear understanding of how to reach and effectively support them. Ministries of Agriculture continue to be IFAD's main government implementing partners, but they might lack the technical knowledge and experience required for targeting. This has been mitigated in some projects by the inclusion of Ministry of Social Welfare and/or NGOs. However their capacity levels can also vary. PPE RLEEP Malawi found diversity in application of targeting approaches across the many NGOs that were contracted, with only two adequately demonstrating pro-poor and gender-sensitive targeting. In contrast, the (forthcoming) Project Cluster Evaluation on enterprise development found that the four local facilitating NGOs in an agro-pastoral programme in Cameroon⁷³ have facilitated the participation of the target group of poor rural young men and women, including poor ethnic minorities from conservative communities, in core project activities.
79. **Targeting is often insufficiently explained during project start-up to the key actors involved in implementation.** Project start-up typically lasts a week primarily focusing on financial and administrative procedures and systems. The Targeting Toolkit provides details of how targeting should be shared with all PMU and implementation staff during start up, but interviews indicate that such extensive orientation is not carried out. In some cases, there is a focus on the mechanics of targeting but not on sharing the principles and intentions. Interviews also pointed out that with high levels of staff turnover new IFAD staff are often unfamiliar with targeting principles and less able to explain and negotiate these with government counterparts. The IFAD-supported Economic, Social and Solidarity Project (IESS-Kairouan) in Tunisia made laudable attempts to address this orientation issue by devoting a full day to sharing and building consensus with the PMU on targeting and gender, albeit the minimum time required.
80. **There is a disconnect between the PDR, SECAP, PIM and actual operations.** Important details concerning target groups in project designs reviewed (including how they will be selected and motivated to engage in the programme and what enabling actions need to be taken to ensure inclusion) are lost between documents.
81. **Implementers focused on fulfilling quotas rather than tackling inequalities facing priority groups, while new PDRs are rising to the challenge of transformative change.** PPE/IE case studies show that quotas have been used widely and, while a weak instrument to create conditions of inclusion, they have nevertheless been accepted by government implementers and have raised the issue of inclusion of priority groups well. Nevertheless, targeting well is challenging and requires a deep understanding of the underlying causes of deprivation and the systems which perpetuate this. Newer PDRs appear to be rising to the challenge of gender transformation by at least describing the need to do something. The pathways to achieve these ends could still be more clearly defined to support implementers, see Box 10.

Box 10

Clarity in project designs on how to implement transformative approaches

Haiti AP3B PDR makes the point that quotas are not enough for gender and youth inclusion and highlights some of the challenges to becoming gender transformative and youth sensitive but does not explain how.

⁷³ Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEAJ) or Youth Agropastoral Entrepreneurship Promotion Programme, Cameroon (2015-2023).

Kyrgyzstan RRPCP design also notes that quotas are not enough and should be supplemented with 'targeted awareness-raising, capacity building and economic incentives to ensure women's meaningful participation in pasture users' institutions' but lacks concrete action.

Argentina PROSAF PDR frames the adoption of 'a gender-transformative and youth-sensitive and nutrition-sensitive approach' as innovative given the context of the country and does provide more detail than other projects designs on how this might be achieved.

Source: ESN team elaboration based on PDRs

82. **IFAD's provision of targeting support to implementers during missions is mixed.** As already mentioned above, the case study PPEs/IEs suggest targeting issues are often found at mid-term review, rather than earlier on during supervision missions. Interviewees acknowledged that targeting was not always well covered during supervision missions due to limited expertise in targeting among the restricted number of mission members. The imminent recruitment of a P4 Senior Technical Specialist on Targeting will be important to help strengthen targeting in general, including on missions to better support implementing partners.
83. **IFAD has recently introduced grievance mechanisms across all its new projects but these often meet compliance requirements rather than provide user-friendly opportunities to improve targeting during implementation.** A few PDRs hint at providing feedback systems beyond these legal compliance measures, but they still lack clarity in how they will actually work for target groups, and how they will be implemented, see Box 11.

Box 11

Feedback mechanisms in project designs

Haiti AP3B PDR notes that 'Feedback mechanisms will be provided during project implementation, which will allow beneficiaries to monitor and report on the quality of project service delivery and allow project management teams to provide feedback. Transparently by adjusting project interventions or taking other necessary actions.' However, it does not provide information on how this will operate and whether it is accessible/appropriate for target groups. Argentina PROSAF PDR notes a culture of good participatory practice and proposes participatory feedback mechanisms but leaves the elaboration of these until project implementation. This may lead to this good intention being overlooked.

Source: ESN team elaboration based on PDRs

C. Innovative targeting approaches

84. In recent years, IFAD has piloted and increasingly adopted targeting innovations in/alongside its loan programmes including household-focused interventions and graduation approaches, already mentioned above. Box 13 at the end of this section provides some promising ideas to advance targeting from within and outside of IFAD.
85. **Household-focused intervention strategies have shown potential for improving inclusive targeting.** The achievements using Gender Action Learning System (GALS) and Household Mentoring are well documented in IFAD but they have been framed in terms of women's empowerment when their potential is much wider than this.⁷⁴ Box 12 provides some examples.

⁷⁴ This is acknowledged in the How to do note on Poverty Targeting, Gender Equality and Empowerment during Project Design (2017) that refers to 'Working with all household members to identify a unifying household vision for improved food and nutrition security, well-being and increased income, and to address discriminatory roles and relationships'.

Box 12

Examples of IFAD-supported household-focused interventions

In Papua New Guinea, the IFAD Markets for Village Farmers project adopted the Australian Centre for International Agricultural Research-Family Farm Team Approach which, while sharing the intended gender outcomes of GALS and Household Mentoring, explain the approach in terms of family business visioning, planning and implementation involving all members of the family.

IFAD Indonesia is promoting family farm-based business planning and farmer-led monitoring systems originally developed by Mars to support their cocoa growers. Women, youth, persons with disabilities within households are inevitably included in these approaches.

The Belize Rural Finance Programme (BRFP) replaced group- based financial literacy training by supporting Credit Unions to provide 'personal financial mentoring' through field officers explaining products and services and providing household economic advice.

Source: ESN team elaboration, based on project documents and CSPE Indonesia (forthcoming)

86. **Less attention is given to target groups as consumers.** Poor families struggle to provide nutritious food for the family throughout the year. They make choices between buying quality seeds versus using home stored seed, applying fertiliser and pesticides and trying to get by without, affording medical treatment or going without. Packaging nutritious goods in small affordable quantities is a measure to promote their accessibility. However, this study found no evidence of consideration of the poor as consumers.

Box 13

Promising ideas to advance targeting

Combining social protection with agriculture: *This is a relatively new approach for IFAD. FAO (2013) provided empirical evidence to support the development of such synergies.^[1] The review of evidence demonstrates that cash transfers increase expenditure on agriculture, provide predictable payments which enable households to alleviate cashflow constraints and manage risk better (including not resorting to detrimental risk coping strategies such as forced sale of produce or agricultural assets). More recently, FAO has produced a series of briefs (with IFAD technical support) which describe and learn lessons from country case studies.^[2]*

Revisiting community-based targeting (CBT). *CBT combined with participatory accountability is a promising approach to address the Agenda 2030 'leave no one behind' imperative. As pointed out by the literature review, evidence of the effectiveness of CBT is mixed. Nevertheless, it benefits from providing local legitimacy and draws on people's review of a range of dimensions of poverty (including history) which go beyond income and consumption measures. It provides assessment of intersectionality and has important potential for IFAD to use in addition to geographic targeting in order to meet the leave no one behind obligations.*

Moving from value chains to market systems to identify wider opportunities for targeting and inclusion. *As noted in the main text, value chains are one part of wider market systems and focusing only on these limits the identification of other ways in which poor people can benefit from positive change within market systems. USAID moved from a value chain (products to end consumer) focus to market systems specifically to achieve inclusive development.^[3] A market systems lens enables review beyond direct engagement of poor people to analysis of how change in the market system may affect them (limiting negative effects and enhancing opportunities). The World Vision Market Systems Development Toolkit (2019) provides guidance to action this approach and specifically points out strategies to promote the inclusion of women.^[4]*

Phone-based targeting; *This is a new development not yet used in IFAD but which is demonstrating promise as an effective and relatively quick means to identify poor households. The desk review noted the work of Blumenstock et al (2015)^[5] which examined the mobile phone history of subscribers in Rwanda and concluded that a relatively effective wealth ranking index could be established this way. Subsequent studies by the same group (for example Aiken et al (2022)^[6]) have shown that combined*

with machine learning (inputting conventional survey data), this approach can be more accurate than standard survey-based consumption and asset based methods. It is specially recommended where conventional targeting data is not available or is out of date, but depends on good penetration of household phone ownership and recent use and the willingness of mobile phone operators to share data. Households without phones which may indicate relatively higher poverty can of course also be identified this way.

Participatory Geographic Information Systems (GIS); *IFAD is already increasingly using GIS for a wide range of its activities including to inform design and to identify change in land use patterns, impact of interventions and risk (see for example, IFAD Catalogue of Geospatial Tools and Application for Climate Investments (2021); Mabiso et al, 2022).⁷⁵ To-date there is less evidence of GIS use within IFAD as a targeting tool except to identify geographic areas of climate vulnerability for universal targeting. However, combining IFAD's past experience of community (participatory) mapping with GIS offers a potentially effective means to collaborate with communities to refine targeting even to household level by opening up scrutiny of the assumptions and robustness of GIS data to the experiential knowledge of communities. Up to date and reliable GIS data is not always publicly available.*

Sources:⁷⁵

Key points

- Assessment of targeting performance is constrained by a lack of: qualitative/quantitative data by different target groups; indicators to measure change for target groups (that matter to them); and, appropriate and practical surveys or other data collection methods used.
- Comparisons of the cost effectiveness of different intervention strategies for different target groups cannot be deduced because of the lack of clarity in target group specific pathways of change and disaggregated cost per beneficiary data.
- The effectiveness of IFAD's programme depends heavily on implementation by Government partners. However, capacity constraints are insufficiently addressed at start-up, in spite of the Guidelines available. Partnerships with different ministries and NGOs are often used to fill capacity gaps, although performance can vary.
- The imminent recruitment of a P4 Senior Technical Specialist on Targeting will be important to help strengthen targeting design and effectiveness.
- IFAD is successfully using targeting innovations including household-focused interventions and graduation approaches. In addition, there are promising ideas to advance targeting from outside of IFAD from which it can learn.

⁷⁵ [1] Tirivayi, Nyasha, Marco Knowles and Benjamin Davis (2013) The Interaction between Social protection and Agriculture: A review of Evidence FAO; [2] FAO <https://www.fao.org/social-protection/resources/publications/briefs/en/> accessed June 2022; [3] https://www.marketlinks.org/sites/default/files/resource/files/Market_Systems_Framework.pdf, accessed June 2022; [4] World Vision 2019 Market Systems Development Toolkit; [5] Blumenstaoj J; G Cadamuro; and R.On (2015) Predicting poverty and wealth from mobile phone metadata . Science vol 350 issues 6264; [6] Aiken Email; Suzanna Bellue, Dean Karlan, Chris Udry and Joshua Blumenstock; Machine Learning and Phone Data can Improve Targeting of Humanitarian Aid; Nature, 2022 <https://doi.org/10.1038/s41586-022-04484-9> (accessed June 2022); [7] IFAD Catalogue of Geospatial Tools and Applications for Climate investments, 2021. Prepared for the ShareFair Event at COP26; Athur Mabiso, Patacchini, E, Savastrano, S and Sciabolazza, V.L. IFAD 2022

VI. Conclusions and lessons

A. Conclusions

87. **Targeting is central to IFAD's mandate and to realising its recognised comparative advantage.** The 2008 Policy and 2019 Revised Operational Guidelines endorse the centrality of targeting and provide strong rationale for targeting as a key principle of engagement, made explicit in past and present Strategic Frameworks. The 2019 Revised Operational Guidelines on Targeting update the targeting principles, bringing them more in line with Agenda 2030 and the imperative to leave no one behind.
88. **Three important issues concerning target groups in the Policy and Guidelines confuse the discourse on targeting in IFAD.** These are the lack of:
- i. A clear distinction between target groups (rural poor people) and others who may benefit from IFAD investment (input suppliers, service providers, etc). The latter are provided assistance for their role in supporting provision of services for target groups.
 - ii. A distinction between target groups and the principle of inclusion. Target groups are those for whom the project is mainly intended to benefit. Inclusion on the other hand is a principle which can be applied across project interventions and addresses the issues of access and equity. While it is accepted that specific actions may be required for excluded groups (such as through graduation approaches) efforts should be made to integrate these within the overall project ToC. Rather than creating parallel components for specific excluded or unreached groups as separate target groups, project design and implementation can address the challenge of making the core activities of projects more inclusive thereby endorsing principles of mainstream inclusion e.g. ethnic groups, persons with disabilities , young women etc.
 - iii. A common definition of what the term vulnerable means.
89. **Furthermore, there is a gap between targeting theory and practice;** the intentions of the Policy and guidelines differ from their actual realisation. The imperative inherent in IFAD's claim to undertake "people-centred development" is not fully internalised and does not permeate throughout project cycles and action. For example, the quality of poverty, vulnerability and livelihoods analyses are weak and interviewees report they have worsened over time. Case studies suggest IFAD advocated participatory approaches are rarely used to refine definitions of target groups and sharpen interventions to respond to their needs. Likewise, few project ToCs define clear pathways of change for different target groups, as advised in different IFAD guidelines.
90. **Confusions and misinterpretations have been allowed to develop.** The most serious of these are those surrounding interpretation of the focus on 'active and productive poor' and the perceived corporate demands to address all priority groups in all projects. The study found that doubt exists about the capacity and opportunities that IFAD has to address the 'leave no one behind' intention, which is strongly supported in principle by IFAD. Guidance on this is insufficient and has resulted in project designs establishing separate components or merely paying lip service to these demands rather than critically exploring ways in which the core project intention can be enhanced to include and benefit priority groups and 'those left behind'.
91. **While targeting has improved in a number of ways, IFAD has not capitalised on the demands of Agenda 2030 to reflect critically with Governments on how to improve targeting further.** Achievements have been made with quotas and in some cases dedicated budgets for target groups. The

study shows that there is an increasing use of disaggregated data especially by gender and intentions in project designs to disaggregate by age and, where appropriate, ethnicity. However, much is still to be done. Promising practices of linking social protection with agriculture, graduation approaches and household-focused interventions exist in and outside of IFAD and can be built upon. The study notes that these require information, experience and skills (especially coaching and facilitation skills). These are often beyond the capacity of Departments of Agriculture and necessitate partnering with other government departments (especially social welfare), NGOs and other international agencies. Moreover, the project start-up period with Government implementers is not used to the extent necessary to share the principles and intentions of targeting and to discuss the target groups and how to reach and support them. Case study evaluations and interviews show there is also scope to improve the quality and timeliness of IFAD supervision of targeting.

92. **The effectiveness of targeting as one of IFAD's core principles of engagement cannot currently be evaluated.** This is because target groups are not well and unambiguously defined; situational analysis is weak; clear target group specific pathways of change are not defined; context specific indicators of change disaggregated by suitably segmented target groups are not consistently used and monitoring and evaluation resources used by projects are weak. Cost-beneficiary assessments cannot be compared and even with a larger sample of projects for review little would be able to be deduced about what works well or how to improve targeting. While these deficiencies remain, IFAD can record outreach but will continue to be unable to evaluate its targeting approaches.
93. **More effective use of resources is needed to make these vital improvements to targeting and to fill knowledge gaps.** Despite concerns raised in the study about constrained resources, some individuals (notably Country Directors) have found innovative ways to maintain a strong focus on targeting through establishing partnerships and using grants. The study raises the question of the need for large-scale household surveys which are both expensive and as case studies show often substandard and too late for corrective targeting action to be taken. The study notes promising experience of target group driven and managed M&E and points out that judicious use of small-scale qualitative evaluations with specific target groups throughout the project cycle may provide more useful and timely insights for improving targeting.

B. Lessons

94. Updating the Policy on Targeting is a timely opportunity to resolve confusions and make explicit IFAD's targeting intentions, its continuing comparative advantage and role in supporting governments to achieve the SDGs. The recruitment of a Senior Technical Specialist on Targeting is a positive step to bring about change at the operational level. The main lessons from this ESN on targeting in IFAD-supported projects are:
- i. **Universal principles of targeting can be applied across IFAD's diverse portfolio.** Through re-emphasising that targeting rural poor people is at the heart of all IFAD's support to Governments and using the imperative to 'leave no one behind' (Agenda 2030) as leverage, IFAD can position itself as the financing institution to achieve this. Targeting principles and terminology for universal application can be articulated coherently across the portfolio regardless of project typology, thematic focus, country income status and non-sovereign arrangements.
 - ii. **The launch of the updated policy can serve as a rallying point** to motivate IFAD personnel and implementing partners (Government, development partners, private sector and NGOs) to collaborate to improve the definition of target groups, to undertake deep contemporary and critical

situational analyses of target groups, develop target group specific pathways of change and ensure that outcomes for different target groups are adequately elaborated and measured. As some country directors have proven, even with resource and time constraints it is possible to access grants, innovate and draw on the diverse expertise among a constellation of partners to build robust knowledge of target groups and evaluate collaboratively what works for whom and how.

- iii. **The drift away from people-centred development can be reversed.** Where there is attention to, and qualitative improvement of, participatory processes (in targeting and participatory M&E) there is greater social accountability for IFAD investments. A renewed focus on participatory development can help re-set mindsets concerning the centrality of targeting rural poor people and endorse IFAD's position as a leader in empowering poor people and leaving no one behind. Where Governments own the idea of leaving no one behind and the importance of people-centred development to achieving this aim then better targeting outcomes are realised.
- iv. **Compliance culture is replacing thoughtful analysis and critical review of targeting.** Documentation requiring compliance includes SECAP, application of core indicators and demonstration of complaints and grievance mechanisms. Furthermore, there is widespread perception that projects need to address all priority groups and mainstreaming themes. These have supplanted critical engagement with the principles and application of good practice in targeting. Guidance and opportunities for critical analysis and the necessary skills and capacity for engagement of this kind need enhancing across IFAD and Government implementing agencies.
- v. **Evaluation (self and independent) of targeting needs to be rigorous and recommendations for improved targeting need to be demonstrated.** As weak M&E systems and capacity are persistently critiqued as limitations to understanding targeting and the effectiveness of channelling benefits to target groups, it is imperative that resources are prioritized to redress this. By so doing, IFAD's claims to targeting as a comparative advantage can be substantiated. The forthcoming revised Evaluation Manual emphasizes the importance of social justice and intersectionality thus providing impetus to bring this about.

IFAD target group definitions

Target area and people	2008 Targeting Policy	2019 Revised Operational Guidelines
Country level	- Developing countries	- Partner countries
Area	- Rural	- Rural
Poor people	- People living in poverty and experiencing food insecurity and who are able to take advantage of opportunities ("productive/active poor") - Chronically poor	- People who are poor and vulnerable and have the potential to take advantage of improved access to assets and opportunities for agricultural production and rural income-generating activities
Vulnerable people	- Vulnerable to becoming poor because of risks and external shocks - The most vulnerable	
Poorest people	- Extremely poor people who have the potential to take advantage of improved access to assets and opportunities for agricultural production and rural income-generating activities - In some cases, they may be beyond reach of IFAD's instruments	- The poorest - For Those who cannot take advantage immediately, IFAD will promote a gradual approach to facilitate their access to resources and enable them to benefit from interventions in the future
Marginalized groups	- Minorities and indigenous peoples - Women including women-headed households	- Indigenous population - Ethnic minorities - Women - Youth - Persons with disabilities
Better-off people	- Better-off people	- Better-off groups

Source: IFAD 2008 Targeting Policy; 2019 Revised Operation Guidelines on Targeting

IFAD Targeting Principles

Area	2008 Targeting Policy	2019 Revised Operational Guidelines	Update/change
Target group	<ul style="list-style-type: none"> - Focus on rural people who are living in poverty and experiencing food insecurity, and who are able to take advantage of the opportunities to be offered; - Expand outreach to proactively include those who have fewer assets and opportunities, in particular extremely poor people as referred to in MDG 1; - Include marginalized groups, such as minorities and indigenous peoples, and address their specific needs; 	<ul style="list-style-type: none"> - Targeting the poorest, the poor and the vulnerable rural people and those who are more likely to be left behind; - Empowering and building the capacity of those who have less of a voice and fewer assets; 	Emphasis and clarity to target the poorest, poor and vulnerable rural people.
Mainstreaming themes	<ul style="list-style-type: none"> - Address gender differences and have a special focus on women within all identified target groups, with particular attention to women heads of household, who are often especially disadvantaged; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mainstreaming gender, youth, nutrition and environmental and climate issues in the operationalization of the targeting process in COSOPs and projects; 	Mainstreaming themes include youth, nutrition and environmental and climate issues (in addition to gender).
Nature of poverty	<ul style="list-style-type: none"> - Recognize that relative wealth or poverty can change rapidly due to external shocks and that this vulnerability needs to be addressed; 	<ul style="list-style-type: none"> - Recognizing the dynamic nature of poverty and the importance of tackling the multiple forms of vulnerability; 	Recognition of the importance to address intersectionality.
Targeting the better-off	<ul style="list-style-type: none"> - Clearly identify at the programme or project design stage who the intended target groups are and why, and consistently apply these categories, during implementation, in monitoring and evaluation of targeting performance. In the cases when better-off people need to be included, the rationale and justification should be provided, and risks of excessive benefit capture carefully monitored; 	<ul style="list-style-type: none"> - Ensuring that working with relatively better-off stakeholders results in direct benefits for the poorest; 	Shift focus from minimizing the risks of elite capture to ensuring direct benefits to the poorest.
Partnership engagement approach &	<ul style="list-style-type: none"> - Identify and work with like-minded partners at local, country, regional and international levels to develop a shared understanding of both the dynamics of rural poverty in different contexts and successful targeted approaches; - Pilot and share learning on successful approaches to targeting hard-to-reach groups; - Build innovative and complementary partnerships with actors that can reach target groups that IFAD cannot reach with the instruments at its disposal. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aligning targeting with government poverty reduction priorities, policies and strategies; - Testing innovative targeting approaches by strengthening existing partnerships and establishing new ones; - Adopting consultative and participatory approaches to targeting. 	Strong emphasis on creating linkages to government policies and the need to implement participatory approach in targeting.

List of evaluation reports and project design reports used

Table 1. IOE Project Performance Evaluations (PPEs)

Country	Project ID	Region	Project name	Project type	Fragile*	Income status**	Publication year
Chad	1100001446	WCA	Pastoral Water and Resource Management Project in Sahelian Areas (PROHYPA)	Livestock	Yes	L	2018
Ghana	1100001312	WCA	Root and Tuber Improvement and Marketing Programme (RTIMP)	Rural Development	No	LM	2018
Morocco	1100001338	NEN	Rural Development Project in the Eastern Middle Atlas Mountains (PDRMO)	Agricultural Development	No	LM	2018
Belize	1100001456	LAC	Rural Finance Programme (BRFP)	Credit and Financial Services	No	UM	2019
Rwanda	1100001431	ESA	Kirehe Community-based Watershed Management Project (KWAMP)	Agricultural Development	No	L	2019
Haiti	1100001275	LAC	Small-scale Irrigation Development Project (PPI-2)	Irrigation	Yes	L	2020
Nepal	1100001119	APR	Western Uplands Poverty Alleviation Project (WUPAP)	Agricultural Development	No	L	2020
Bangladesh	1100001647	APR	Coastal Climate Resilient Infrastructure Project (CCRIP)	Rural Development	No	LM	2021
Malawi	1100001365	ESA	Rural Livelihoods and Economic Enhancement Programme (RLEEP)	Storage, processing and marketing	No	L	2021
Tajikistan	1100001408	NEN	Khatlon Livelihoods Support Project (KLSP)	Rural Development	No	L	2021

* Based on IOE ARRI 2021 classification which referred to the World Bank's Fragile and Conflict-affected Situations (FCSs) annual list. A country is classified as FCS (fragile=Yes) if (i) the country was on the World Bank's FCSs lists for more than half of the project implementation period; or (ii) the country was on the World Bank's 2020 list of countries with fragile and conflict-affected situations and specifically in the category "countries affected by violent conflict".

** Based on World Bank's country classification by income. For projects of which country classification change over projects implementation period, the income status that appear for more than half of the project implementation period is used.

Table 2. IOE Impact Evaluations (IEs) since 2018

Country	Project ID	Region	Project name	Publication Year
Kenya	1100001330	ESA	Smallholder Horticulture Marketing Programme (SHoMaP)	2018
Niger	1100001625	WCA	Food Security and Development Support Project in the Maradi Region (PASADEM)	2019
Ethiopia	1100001424	ESA	Community-based Integrated Natural Resources Management Project (CBINReMP)	2021

Table 3. IOE higher-level evaluation reports

<i>Title</i>	<i>Evaluation Type*</i>	<i>Main theme</i>	<i>Publication Year</i>
What works for gender equality and women's empowerment –a review of practices and results	ES	Gender equality and women's empowerment	2017
IFAD's support to livelihoods involving aquatic resources from small-scale fisheries, small-scale aquaculture and coastal zones	ES	Fisheries and aquaculture	2018
Inclusive financial services for the rural poor	ES	Inclusive financial services	2019
IFAD's Engagement in Pro-poor Value Chain Development	CLE	Pro-poor Value Chain development	2019
Technical Innovations for Rural Poverty Reduction	ES	Technical Innovations	2019
Community-driven development in IFAD-supported projects	ES	Community-driven development	2020
IFAD's support to innovations for inclusive and sustainable smallholder agriculture	CLE	Innovations	2020
Infrastructure at IFAD (2001-2019)	ES	Infrastructure	2021
Government performance in IFAD-supported operations	ES	Government performance	forthcoming
Thematic Evaluation of IFAD's Support for Smallholder Farmers' Adaptation to Climate Change	TE	Climate Change Adaptation	forthcoming
Sub-Regional Evaluation of countries with fragile situations in IFAD-WCA: Learning from experiences of IFAD's Engagement in the G5 Sahel Countries and Northern Nigeria.	SRE	Fragility	forthcoming
Project cluster evaluation on Rural enterprise development	PCE	Rural enterprise	forthcoming

* CLE – Corporate-level evaluation; ES – Evaluation synthesis; PCE – Project cluster evaluation; SRE – Sub-regional evaluation; TE – Thematic evaluation

Table 4. IFAD Project Design Reports (approved by the Executive Board in 2021) reviewed

Country	Project ID	Region	Project name	Project type	Fragile*	Income status**
Argentina	2000001530	LAC	Promotion of Resilient and Sustainable Agrifood Systems for Family Farming Programme (PROSAF)	Rural Development	No	UM
Congo	2000001040	WCA	Agriculture, youth and entrepreneurship project (PAJE)	Storage, processing and marketing	Yes	LM
Haiti	2000002247	LAC	Inclusive Blue Economy Project (I-BE)	Agricultural Development	Yes	L
Kenya	2000003431	ESA	Rural Kenya Financial Inclusion Facility (RK-FINFA)	Credit and Financial Services	No	LM
Kyrgyzstan	2000001978	NEN	Regional Resilient Pastoral Communities Project (RRPCP)	Credit and Financial Services	No	LM
Pakistan	2000002333	APR	Khyber Pakhtunkhwa Rural Economic Transformation Project (KP-RETP)	Rural Development	No	LM
Senegal	2000002666	WCA	Agriculture and Livestock Competitiveness Program For Results (PCAE-PforR)	Agricultural Development	No	LM
Tajikistan	2000002204	NEN	Community-based Agricultural Support Project 'plus' (CASP+)	Rural Development	No	L
Viet Nam	2000002335	APR	Climate Smart Agricultural Value Chain Development in Ben Tre and Tra Vinh Provinces (CSAT)	Credit and Financial Services	No	LM
Zimbabwe	2000002341	ESA	Smallholder Agriculture Cluster Project (SACP)	Credit and Financial Services	Yes	LM

* Based the World Bank's Fragile and Conflict-affected Situations (FCSs) annual list. A country is classified as FCS (fragile=Yes) if the country was on the World Bank's 2021 FCS list.

** Based on the 2021 World Bank's country classification by income.

List of key people met

IFAD Staff

Antao Rahul, Professional Officer –Rural Youth

Antonella Cordone, Senior Technical Specialist –Nutrition and Social Inclusion and former and ad-interim Senior Technical Specialist –Indigenous Peoples and Tribal Issues

Elizabeth Ssendiwala, Senior Regional Technical Specialist on Rural Institutions and former Regional Gender and Social Inclusion Officer

Francisco Pichon, Head of the Mekong Hub and Country Director for Cambodia, Lao People’s Democratic Republic, Thailand, and Viet Nam and former Country Director in LAC and ESA

Marie-Aude Even, Senior Regional Technical Specialist in Agronomy

Matteo Marchisio, Head of the East Asia Regional Hub and South-South Cooperation Center, and Country Director for China, Republic of Korea, and Democratic People's Republic of Korea

Mikael Kauttu, Country Director for Tajikistan and Bosnia Herzegovina

Ndaya Beltchika, Lead Technical Specialist, Gender and Social Inclusion

Norman Messer, Country Director for Chad and Mali

Philippe Remy, Country Director for Libya, Montenegro, Tunisia and former Country Director in WCA

Steven Jonckheere, Senior Technical Specialist –Gender and Social Inclusion

Thomas Rath, Lead Advisor, Operational Policy and Programme Delivery Risk, and former Country Director in ESA and APR

IFAD Consultants

Ambra Gallina, Poverty Targeting and Social Inclusion consultant

Chiqui Arregui Gorman, Senior Social Development consultant

Rodica Weitzman, Gender and Social Inclusion consultant

In addition, the evaluation team met other IFAD staff and consultants and listened to their views during two key events:

- i) seminar on the literature review on Targeting of the Poor and Ultra-Poor by Professor Tauhidur Rahman, with 113 participants from a variety of divisions and locations around the world; and,
- ii) workshop on the ESN emerging findings with 21 participants including members of the IFAD Policy Reference Group on Targeting who are supporting the updating of the Targeting Policy.

Bibliography

IFAD Sources

- IFAD. 2008. IFAD targeting policy: Reaching the rural poor.
- IFAD. 2010. Strategic Framework 2011-2015 Enabling poor rural people to improve their food security, raise their incomes and strengthen their resilience.
- IFAD. 2014. How to do household methodologies: Gender, targeting and social inclusion.
- IFAD. 2015. Agenda 2030: Why it matters for IFAD.
- IFAD. 2016a. Rural Development Report 2016: Fostering inclusive rural transformation.
- IFAD. 2016b. Strategic Framework 2016-2025: Enabling inclusive and sustainable rural transformation.
- IFAD. 2017a. How to do poverty targeting, gender equality and empowerment during project design.
- IFAD. 2017b. IFAD's updated Social, Environmental and Climate Assessment Procedures Managing risks to create opportunities. 2017 Edition.
- IFAD. 2018a. IFAD's 40th Anniversary (Unpublished).
- IFAD. 2018b. Report of the Consultation on the Eleventh Replenishment of IFAD's Resources Leaving no one behind: IFAD's role in the 2030 Agenda.
- IFAD. 2018c. Transforming Rural Lives –Building a prosperous and sustainable future for all: IFAD and the 2030 Agenda.
- IFAD. 2019a. IFAD Framework for Implementing Transformational Approaches to Mainstreaming Themes: Environment and Climate, Gender, Nutrition and Youth (Draft).
- IFAD. 2019b. Framework for Operational Feedback from Stakeholders: Enhancing Transparency, Governance and Accountability.
- IFAD. 2019c. IFAD Targeting Toolkit. <https://www.ifad.org/targetingtoolkit/>
- IFAD. 2019d. Revised Operational Guidelines on Targeting.
- IFAD. 2019e. Stocktake of the use of household methodologies in IFAD's portfolio.
- IFAD. 2020a. IFAD Operational Guidelines in Pro-poor Value Chain Development.
- IFAD. 2020b. Project Design Guidelines.
- IFAD. 2021a. Core Outcome Indicators Measurement Guidelines. Operational Policy and Results (OPR) October 2021. Annex XVI of Project Design Guidelines, 2020.
- IFAD. 2021b. How to do note: Seeking, free, prior and informed consent in IFAD investment projects.
- IFAD. 2021c. Report of the Consultation on the Twelfth Replenishment of IFAD's Resources: Recovery, Rebuilding, Resilience.
- IFAD. 2021d. Rural Development Report: Transforming food systems for rural prosperity.
- IFAD. 2021e. Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) Volume I. 2021 Edition.
- IFAD. 2021f. Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) Volume II. 2021 Edition.
- IFAD. 2021g. Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) Quick operational guide for project delivery teams. 2021 Edition.
- IFAD. 2021h. Strategic Discussion Paper on Rural Social Protection.
- IFAD 2022a. Achieving Rural Transformation: Results and Lessons from IFAD Impact Assessments.
- IFAD. 2022b. IFAD's Core Indicators Framework. June 2022
- IFAD. Disability Inclusion in IFAD's Operations: An internal stock take report (unpublished).
- IFAD. Disability Inclusion in IFAD's Operations: A Practitioner's Guide (unpublished).
- IOE-IFAD. 2014. Rural Youth. Evaluation Synthesis.

- IOE-IFAD. 2016. IFAD's Engagement with Indigenous Peoples. Corporate-level Evaluation.
- IOE-IFAD. 2017. What works for gender equality and women's empowerment –a review of practices and results. Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. 2018a. 2018 Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations (ARRI).
- IOE-IFAD. 2018b. IFAD's support to livelihoods involving aquatic resources from small-scale fisheries, small-scale aquaculture and coastal zones. Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. 2018c. Inclusive financial services for the rural poor. Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. 2019a. IFAD's Engagement in Pro-Poor Value Chain Development. Corporate-level Evaluation.
- IOE-IFAD. 2019b. Technical Innovations for Rural Poverty Reduction. Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. 2020a. Community-driven development in IFAD-supported projects. Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. 2020b. IFAD's support to innovations for inclusive and sustainable smallholder agriculture. Corporate-level Evaluation.
- IOE-IFAD. 2021a. 2021 Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations (ARRI).
- IOE-IFAD. 2021b. Evaluation Manual (draft).
- IOE-IFAD. 2021c. Infrastructure at IFAD (2001-2019). Evaluation Synthesis.
- IOE-IFAD. Government performance in IFAD-supported operations. Evaluation Synthesis (forthcoming).
- IOE-IFAD. Thematic Evaluation of IFAD's Support for Smallholder Farmers' Adaptation to Climate Change. Thematic Evaluation (forthcoming).
- IOE-IFAD. Sub-Regional Evaluation of countries with fragile situations in IFAD-WCA: Learning from experiences of IFAD's Engagement in the G5 Sahel Countries and Northern Nigeria. Sub-Regional Evaluation (forthcoming).
- IOE-IFAD. Project cluster evaluation on Rural enterprise development. Project Cluster Evaluation (forthcoming).

Other relevant documentation

- Banerjee Abhijit, Duflo Esther and Sharma Garima. 2021. Long-Term Effects of the Targeting the Ultra Poor Program. *AER: Insights* 2021, 3(4): 471-486.
- Cornwall Andrea and Fujita Mamoru. 2007. The Politics of Representing 'the Poor'. In Rosalind Eyben and Joy Moncrieffe (Eds). *The Power of Labelling: 48-64*. Routledge.
- Davis Benjamin, Lipper Leslie and Winters Paul. 2022. Do not transform food systems on the backs of the rural poor. *IFAD Research Series #70: Rome*.
- Independent Evaluation Office of UNDP. (nd). *Lessons from Evaluations: UNDP Support to Empowering Marginalized Groups*.
- Schelzig Karin and Jilani Amir. 2021. *Assessing the Impact of the Graduation Approach in the Philippines*. ADB Brief #169: Manila.
- RCA+ Project. 2014. *Poor people's perspectives on poverty: Implications for the future Unified Database*. RCA Study Brief: Indonesia.
- Kim Seokwoo, Sohn Hyuk-Sang and Lee Jinyoung. 2020. *Evaluating Participation: Empirical Analysis of Recipient and Beneficiary Engagement with IFAD International Development Projects*. *Sustainability: MDPI* 12(14): 1-13.
- Kidd Stephen and Athias Diloá. 2019. *The Effectiveness of the Graduation Approach: What does the Evidence tell us?*. *Development Pathways Issue No. 27: London*.
- Rahman Tauhidur. 2022. *Targeting of the Poor and Ultra-Poor*. Consultancy report for IOE IFAD
- Van Hemelrijck and Kyei-Mensah. 2015. *Final Report on the participatory impact evaluation of the Root & Tuber Improvement & Marketing Programme (RTIMP) in Ghana*. Ministry of Food and Agriculture/Government of Ghana, IFAD, & Bill & Melinda Gates Foundation.

World Bank Group. 2016. Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality. World Bank: Washington D.C.